Les Enjeux Eco

Quotidien national de l'économie

Lundi 3 mars 2025 - Prix : 20 DA - http:www.lesenjeuxeco.dz ■ N°584 ■

JOURNÉE AFRICAINE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE 2025

Le ministre de l'Éducation met en avant les réalisations de l'Algérie

P 16

HABITAT

2 millions de logements seront livrés d'ici 2029

Le secteur du logement en Algérie connaît une dynamique exceptionnelle, avec 1,7 million de logements livrés entre 2020 et 2024. Ce résultat est le fruit d'une volonté politique affirmée et d'investissements considérables, et le logement s'impose désormais comme l'un des piliers du développement national. Le gouvernement, déterminé à poursuivre ses efforts, fixe un nouvel objectif ambitieux : livrer 2 millions de logements supplémentaires d'ici 2029. P 3

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE TOSYALI

Exportation de 30 000 tonnes de plaques d'acier vers l'Italie

Le complexe sidérurgique Tosyali, situé à Bethioua (Oran), a exporté 30.000 tonnes de plaques d'acier vers l'Italie, a indiqué, dimanche, le directeur du commerce extérieur du complexe, Ramzi Azzi. Dans une déclaration à l'APS, M. Azzi a précisé que l'opération de chargement des plaques d'acier au port d'Arzew (à l'Est d'Oran) a débuté la semaine dernière et s'est poursuivie jusqu'à la soirée de samedi, avant l'acheminement de la cargaison vers l'Italie.

P 2

NADIR LARBAOUI A PRÉSIDÉ UNE RÉUNION DU CNCPE

Une série de propositions pour doubler les exportations

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Conseil national consultatif pour la promotion des exportations (CNCPE), indiquent les services du Premier ministre dans un communiqué. En effet, le conseil a écouté plusieurs présentations sectorielles concernant les exportations hors hydrocarbures durant la période écoulée, ainsi que les prévisions des exportations hors hydrocarbures pour l'année 2025, par secteur.

P 3

ACHEMINEMENT IMMINENT D'UNE CARGAISON DE BRUT VERS LA RAFFINERIE DANGOTE

L'Algérie exporte du pétrole vers le Nigeria

L'Algérie marque un tournant dans ses exportations pétrolières avec l'acheminement imminent d'une cargaison de brut Sahara Blend vers la raffinerie Dangote au Nigeria. Ce premier contrat avec la plus grande raffinerie d'Afrique, d'une capacité de 650 000 barils par jour, illustre la diversification des débouchés pour le pétrole algérien, notamment dans un contexte de baisse de la demande européenne, a souligné la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

P 5

TECHNOLOGIE MOBILE

Le MWC 2025 s'ouvre aujourd'hui à Barcelone P 2

CONSTRUCTION AUTOMOBILE

La sous-traitance se met en place P 5

RAMADHAN AU PALAIS

La 5e édition s'ouvre demain à la Safex P 5

TECHNOLOGIE MOBILE

Le MWC 2025 s'ouvre aujourd'hui à Barcelone

Le Mobile World Congress (MWC 2025), l'un des événements mondiaux consacrés à la technologie mobile et à la connectivité, s'ouvrira aujourd'hui lundi dans la ville espagnole de Barcelone. Le ministre de la Poste et des Télécommunications, Sid Ali Zerrouki, prendra part à une série de réunions de haut niveau qui seront organisées en marge de ce rendez-vous qui s'étalera sur quatre jours et rassemblera des professionnels, des innovateurs et des leaders du secteur de la technologie mobile pour présenter les dernières avancées dans ce domaine.
«Les réunions porteront sur des thèmes stratégiques, dont l'intelligence artificielle (IA), l'infrastructure numérique, l'avenir du spectre mobile, les services financiers via les téléphones portables et bien d'autres thématiques de grande importance», précise le ministère dans un communiqué. Lors de cet évènement, M. Zerrouki rencontrera certains de ses homologues, ainsi que des responsables et des acteurs prenant part au MWA, afin d'examiner les opportunités de coopération et d'investissement dans les domaines évoqués.
Le MWC 2025, en tant que plateforme d'excellence pour explorer les nouvelles technologies, mettra l'intelligence artificielle au cœur des discussions et des innovations, offrant ainsi aux participants des conférences et des ateliers animés par des experts internationaux sur son impact dans l'industrie mobile. Les participants se pencheront également sur l'évolution des réseaux mobiles, notamment les avancées de la 5G et les premières esquisses de la 6G, avec des attentes que la 5G transformera les industries via des applications comme la réalité augmentée et la télémédecine. Dans ce contexte, l'entreprise chinoise Huawei, qui participe à cet évènement, présentera ses dernières innovations en matière de connectivité sans fil, ses solutions avancées du réseau 5G et mettra l'accent sur ses applications concrètes liées à l'intelligence artificielle dans divers domaines. En plus des grandes entreprises, le salon mettra la lumière sur des start-up innovantes proposant des solutions inédites, offrant ainsi un espace dédié aux jeunes entreprises.

COMPLEXE SIDÉRURGIQUE TOSYALI

Exportation de 30 000 tonnes de plaques d'acier vers l'Italie

Le complexe sidérurgique Tosyali, situé à Bethioua (Oran), a exporté 30.000 tonnes de plaques d'acier vers l'Italie, a indiqué, dimanche, le directeur du commerce extérieur du complexe, Ramzi Azzi. Dans une déclaration à l'APS, M. Azzi a précisé que l'opération de chargement des plaques d'acier au port d'Arzew (à l'Est d'Oran) a débuté la semaine dernière et s'est poursuivie jusqu'à la soirée de samedi, avant l'acheminement de la cargaison vers l'Italie.

Par Selma R

Selon le même responsable, la valeur totale de cette quantité exportée est estimée à environ 16 millions de dollars, précisant que la valeur des exportations de tôles et de plaques d'acier devrait atteindre 200 millions de dollars d'ici la fin du premier trimestre.
Cette opération d'exportation est la troisième du genre, depuis le début de l'année en cours, après l'exportation de 27.000 tonnes vers l'Espagne et une autre de même envergure vers la Turquie.
D'autres opérations similaires sont prévues dans les semaines à venir à destination des pays de l'Union européenne. Selon le même responsable, le complexe aspire, à travers ce produit, à « s'imposer sur le marché européen, ce qui permettrait d'atteindre une valeur d'exportation d'environ 2 milliards de dollars d'ici l'année prochaine».
Cette opération d'exportation intervient après la mise en service de l'unité de production de tôles d'acier du complexe Tosyali, entrée en activité à la fin du mois d'octobre dernier, avec une capacité de production annuelle de 2,5 millions de tonnes.
A noter que le complexe Tosyali a signé, récemment, des contrats d'exportation de plaques d'acier vers la Tunisie, l'Afrique du Sud et l'Italie, avec une extension prévue vers d'autres pays de l'Union européenne, ainsi que vers les Etats-Unis d'Amérique et l'Amérique latine.

JUMELAGE ENTRE HÔPITAUX

Une équipe de l'EHU d'Oran réalise 15 opérations chirurgicales en maxillo-faciale à El-Abiodh Sidi Cheikh

Une équipe médicale du service de chirurgie maxillo-faciale de l'EHU d'Oran s'est rendue, la semaine dernière à l'hôpital public d'El-Abiodh Sidi Cheikh, pour réaliser 15 opérations chirurgicales complexes, spécialisées en maxillo-faciale, dont une greffe osseuse autologue du maxillaire pour un enfant de dix ans souffrant d'une malformation congénitale, a indiqué, dimanche, un communiqué de l'établissement. L'équipe médicale, composée de trois chirurgiens spécialisés en chirurgie maxillo-faciale, d'une anesthésiste-réanimatrice et d'un technicien des salles opératoires, s'est rendue à l'hôpital public d'El-Abiodh Sidi Cheikh, dans le cadre d'un jumelage visant à renforcer la coopération entre les établissements de santé, a-t-on précisé de même source. Cette équipe a réalisé des interventions chirurgicales complexes pour traiter des blessures et fractures au niveau du visage et de la mâchoire, ainsi que des malformations congénitales, dont une opération complexe pour un enfant de 10 ans, qui a nécessité une greffe osseuse autologue du maxillaire, a-t-on fait savoir. Cette équipe médicale, sous la supervision du Professeur Hireche Karim, chef du service de chirurgie maxillo-faciale de l'EHU d'Oran, a effectué, en plus des interventions chirurgicales, 45 consultations spécialisées et mis en place des plans de traitement adaptés pour améliorer la prise en charge des patients, a-t-on ajouté. Le même communiqué indique que l'équipe médicale a également organisé une session de formation destinée aux médecins et chirurgiens dentistes de l'hôpital, afin de renforcer la dimension pédagogique, où les dernières techniques de diagnostic et de traitement des pathologies du maxillaire et du visage ont été présentées.

SMA

Lancement des opérations de solidarité pour le mois de Ramadhan

Les opérations de solidarité des Scouts musulmans algériens (SMA) ont été lancées samedi à Alger à l'occasion de l'avènement du mois sacré de Ramadhan. Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie de lancement de ces opérations de solidarité, le Commandant général des SMA, Abderrahmane Hamzaoui, a précisé que l'opération, lancée depuis la commune d'El Madania à Alger, s'étendra à l'ensemble du territoire national et se poursuivra jusqu'à la fin de ce mois sacré, avec l'augmentation du nombre de donateurs dans les jours à venir. A cette occasion, M. Hamzaoui a appelé les bienfaiteurs à multiplier les dons afin de renforcer "l'élan de solidarité" avec les différentes catégories de la société, notamment les familles nécessiteuses et les voyageurs, pendant ce mois béni, dans le but de leur "'apporter de la joie". Dans ce contexte, le même responsable a souligné que le mouvement SMA a mobilisé "plus de 60 000 bénévoles parmi ses membres et les jeunes bénévoles", avec "l'ouverture de ses sièges répartis à travers le territoire national pour consacrer les actions de solidarité pendant tout le mois sacré". M. Hamzaoui a indiqué que ces opérations de solidarité englobaient "les restaurants de l'Iftar estimés à plus de 600 restaurants assurant des repas chauds et à emporter, et ce en plus de la distribution de colis alimentaires". Le Mouvement aspire à distribuer près de 100 000 colis alimentaires au profit des démunis et des nécessiteux, à travers le territoire national.

TLEMCEN /RAMADHAN

Ouverture de huit points de vente de poissons à des prix raisonnables

La Direction de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya de Tlemcen a ouvert huit points de vente de produits halieutiques à des prix raisonnables, durant le mois de Ramadhan, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette direction. Le directeur de la wilaya du secteur, Sahnoun Bouguebrine, a précisé à l'APS que ces points de vente ont été ouverts dans le quartier "Boudjelida", au marché de proximité du Centre des arts et des expositions de Tlemcen, ainsi qu'au marché de proximité de la commune de Hennaya et dans d'autres communes telles que Mansoura, Sidi Abdelli et Remchi. Deux autres points de vente ont été ouverts en partenariat entre des vendeurs privés et la Chambre de la pêche de la wilaya. Dans ce cadre, il a été programmé la commercialisation de 3 tonnes de poisson "daurade" (poisson de mer) à travers ces points de vente, en plus de proposer environ 2 tonnes de tilapia provenant d'éleveurs spécialisés dans l'aquaculture intégrée à l'agriculture. La même direction a également prévu l'ouverture d'un autre point de vente dans la commune de Fellaoucene pour la commercialisation de produits de la mer congelés à des prix raisonnables, en coordination avec un importateur de la ville de Beni Saf (wilaya d'Aïn Temouchent). M. Bouguebrine a ajouté que d'autres types de poissons seront fournis par un investisseur de la commune de Ghazaouet, ajoutant que ces produits seront destinés au marché de proximité du Centre des arts et des expositions de Tlemcen. D'autre part, 1.100 tonnes de "daurade" sont actuellement en préparation dans trois fermes aquacoles, dont deux à la commune de Honaine et une dans la région de Sidna Youchaâ, dans la commune de Dar Yaghmoracen, au niveau de 14 cages flottantes, et ce, avant leur mise sur le marché. En outre, 14 autres cages flottantes seront installées, durant l'année en cours, pour préparer une quantité similaire de poisson (daurade), selon le même responsable.

Quotidien economique
Les Enjeux Éco
Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

HABITAT

2 millions de logements seront livrés d'ici 2029

Le secteur du logement en Algérie connaît une dynamique exceptionnelle, avec 1,7 million de logements livrés entre 2020 et 2024. Ce résultat est le fruit d'une volonté politique affirmée et d'investissements considérables, et le logement s'impose désormais comme l'un des piliers du développement national. Le gouvernement, déterminé à poursuivre ses efforts, fixe un nouvel objectif ambitieux : livrer 2 millions de logements supplémentaires d'ici 2029.

Par Mourad A.

Depuis le lancement du programme en 2020, l'Algérie a fait face à la crise du logement en déployant un vaste plan de construction. À ce jour, 1,7 million d'unités ont été livrées à travers les 58 wilayas et 1 541 communes du pays. « Ce chiffre témoigne de l'engagement des autorités à offrir un logement décent à chaque Algérien, soutenu par une politique de suivi rigoureux pour respecter les délais de livraison », a déclaré Mohamed Mordjani, directeur général du logement au ministère de l'Habitat, lors de son intervention sur la Chaîne 1 de la radio nationale. Selon lui, cette dynamique repose sur une répartition réfléchie des différentes formules de logement, adaptées aux besoins variés de la population. Ainsi, 580 000 logements sociaux et ruraux ont été réalisés pour les ménages modestes, tandis que 480 000 logements sociaux locatifs ont été attribués aux familles à revenus modestes (moins de 24 000 DZD). Le programme AADL, qui rencontre un grand succès auprès de la classe moyenne, a permis la construction de 522 000 unités. En parallèle, 84 000 logements promotionnels aidés (LPA), 9 000 logements promotionnels publics (LPP) et 11 000 logements promotionnels libres (LPL) ont été réalisés. Ce programme massif a nécessité des investissements importants et la mobilisation de milliers d'entreprises, contribuant à la croissance du secteur.

Au-delà de la simple construction, l'Algérie met l'accent sur l'aménagement de nouveaux pôles urbains intégrés, qui ne se limitent pas à des logements, mais qui offrent aussi des infrastructures telles que des écoles, des centres de santé, des commerces et des espaces de loisirs. Mohamed Mordjani a souligné : « Nous ne livrons pas uniquement des logements, mais de véritables espaces de vie ». Plus de 24 équipements publics, dont des écoles primaires, des collèges, des cliniques et des centres commerciaux, ont été intégrés dans certains de ces pôles urbains.

AADL 3 : Une nouvelle plateforme pour faciliter l'accès aux logements

Fort de ces réalisations, le gouvernement ambitionne d'aller plus loin avec le programme AADL 3, qui prévoit la construction de 200 000 nouveaux logements. Ce projet s'inscrit dans un objectif global de 2 millions d'unités supplémentaires d'ici 2029. Riad Kamdani, directeur général de l'AADL, a précisé : « L'objectif est d'accélérer la production tout en garantissant la qualité de construction et l'accessibilité des logements ». Un des défis majeurs réside désormais dans la cadence de construction, avec la mise en place de mesures pour optimiser les délais de livraison. Dans ce cadre, une nouvelle plateforme en ligne sera lancée la semaine prochaine pour le programme AADL 3, afin de faciliter la gestion des demandes de logement. Cette plateforme permettra aux 1,4 million de souscripteurs, y compris les 400 000 dossiers en attente, d'activer et de suivre leurs demandes. Des vidéos explicatives seront mises à disposition pour guider les utilisateurs dans son utilisation. Cette initiative s'inscrit dans une volonté d'accélérer le traitement des dossiers et d'assurer une gestion transparente et efficace du programme.

Le programme AADL 3 est déjà bien avancé, avec 97 % des 200 000 logements prévus ayant fait l'objet d'appels d'offres pour les études architecturales et le suivi des travaux. Pour renforcer la gestion du projet, des commissions seront mises en place pour l'ouverture des plis et l'évaluation des offres. En outre, une plateforme numérique centrale sera créée pour centraliser les informations relatives aux bureaux d'études impliqués dans le projet, garantissant ainsi une meilleure coordination et un suivi optimal.

Soutenir l'industrie locale et stimuler l'économie

Le secteur du logement en Algérie repose également sur l'utilisation de matériaux locaux dans la construction, ce qui soutient l'industrie nationale et permet de maîtriser les coûts de production. Le secteur du BTPH (Bâtiment et Travaux Publics et Hydrauliques) a gagné en expertise, garantissant des constructions de qualité. Cependant, plusieurs défis restent à relever, notamment l'augmentation du coût des matériaux de construction, la disponibilité des assiettes foncières et la gestion des délais. « Nous devons renforcer notre capacité de production tout en misant sur les matériaux locaux pour soutenir l'industrie nationale et maîtriser les coûts », a précisé Riad Kamdani.

Le secteur du logement ne se limite pas à une réponse aux besoins sociaux : il constitue également un moteur économique majeur. En générant des milliers d'emplois dans la construction, l'urbanisme et l'industrie des matériaux, il contribue directement à stimuler la croissance nationale. Ainsi, grâce à des objectifs ambitieux et une politique de développement ambitieuse, le secteur du logement s'affirme comme un levier stratégique pour l'économie nationale et un facteur clé du bien-être des citoyens.

NADIR LARBAOUI A PRÉSIDÉ UNE RÉUNION DU CNCPE

Une série de propositions pour doubler les exportations

Par S R.

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, une réunion du Conseil national consultatif pour la promotion des exportations (CNCPE), indiquent les services du Premier ministre dans un communiqué. En effet, le conseil a écouté plusieurs présentations sectorielles concernant les exportations hors hydrocarbures durant la période écoulée, ainsi que les prévisions des exportations hors hydrocarbures pour l'année 2025, par secteur.

Le conseil a examiné une série de propositions et de mesures visant à doubler les exportations hors hydrocarbures, notamment dans les secteurs clés tels que les produits pétrochimiques et miniers, les produits agricoles et alimentaires, les produits pharmaceutiques, ainsi que les produits industriels, en plus de la promotion de l'exportation des services.

Il a également été recommandé, ajoute la même source, de préparer des plans sectoriels et des programmes spécifiques, ainsi que de conclure des contrats de performance avec les opérateurs économiques afin d'atteindre les objectifs fixés, conformément aux instructions du Président de la République.

ALGÉRIE-ETATS-UNIS

«Les échanges commerciaux sont en plein essor»

Synthèse M A.

Les relations économiques entre l'Algérie et les États-Unis connaissent un développement soutenu, fruit d'une volonté commune de renforcer les investissements et les échanges commerciaux. Dans un entretien accordé à « El Moudjahid », Elizabeth Moore Aubin, ambassadrice des États-Unis en Algérie, a mis en lumière l'attractivité du marché algérien et les nombreuses opportunités de coopération bilatérale qui se présentent.

Le secteur de l'énergie demeure l'un des principaux moteurs de cette dynamique. Des géants américains tels que Chevron et ExxonMobil témoignent d'un intérêt croissant pour les perspectives offertes par le marché algérien. "Les échanges commerciaux sont en plein essor", a souligné Elizabeth Moore Aubin, rappelant la participation active de dirigeants algériens et américains du secteur de l'énergie à des événements majeurs, tels que le NorthAfrica Petroleum Exhibition &Conference (NAPEC) et la conférence Houston Offshore Technology. Ces rencontres ont abouti à la signature de plusieurs contrats commerciaux, renforçant ainsi la présence des entreprises américaines en Algérie.

Outre l'énergie, d'autres secteurs connaissent également une forte expansion des investissements américains.

L'industrie pharmaceutique, les télécommunications, l'automobile et l'agriculture suscitent un intérêt de plus en plus marqué de la part des entreprises américaines. Actuellement, plus de 100 entreprises des États-Unis sont implantées en Algérie, contribuant ainsi à la création d'emplois et au développement économique. L'ambassadrice prévoit une poursuite de cette dynamique positive dans les années à venir.Le secteur agricole bénéficie, lui aussi, d'une coopération renforcée. Depuis 2023, la génétique bovine américaine est accessible en Algérie, permettant aux éleveurs algériens d'améliorer la productivité de leurs troupeaux.

En 2024, les ministères de l'Agriculture des deux pays ont validé un certificat facilitant l'importation de vaches laitières américaines vivantes, marquant ainsi une étape importante pour l'amélioration de la production laitière et la sécurité alimentaire en Algérie.

Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays a connu une progression impressionnante, passant de 1,2 milliard de dollars en 2020 à plus de 4,2 milliards de dollars en 2022 et 2023.

Ce chiffre témoigne de l'intensification des relations économiques, avec un potentiel de croissance encore plus élevé. "Je ne mets aucune limite aux possibilités d'échanges commerciaux entre nos deux pays", a déclaré Elizabeth Moore Aubin.

Un projet majeur pourrait également donner un nouvel élan à cette relation : la création d'une ligne aérienne directe entre Alger et New York. L'ambassadrice considère ce projet comme une priorité économique, convaincue qu'il renforcera les relations bilatérales en facilitant le commerce et en intensifiant les échanges culturels. "Nous avons récemment rencontré des responsables clés du secteur des transports et de l'aviation pour discuter des prochaines étapes", a-t-elle précisé, laissant entrevoir une concrétisation imminente de ce projet stratégique.

La solidité des relations économiques entre l'Algérie et les États-Unis repose sur un intérêt mutuel pour le développement et l'innovation. L'expansion des investissements, la diversification des secteurs concernés et les initiatives en cours dessinent un avenir prometteur pour le partenariat économique entre les deux nations.

CLIMAT

Impasse des négociations pour définir le calendrier des prochains travaux

Les experts climatiques mandatés par l'ONU, réunis depuis lundi en Chine en l'absence notable des Etats-Unis, n'ont pas réussi à faire adopter le calendrier et le contenu de leurs travaux scientifiques par les représentants mondiaux. L'objectif de cette réunion à Hangzhou, était de savoir à quel rythme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), créé en 1988 pour informer les décideurs politiques, remettrait ses prochains travaux scientifiques et quel en serait le contenu. Alors que le groupe vient d'entamer le 7e cycle de ses travaux, l'enjeu était de savoir si les trois parties principales du rapport final - couvrant la science physique, les impacts climatiques et les solutions pour réduire les niveaux de gaz à effet de serre - pourraient être rendues assez rapidement pour servir de base scientifique au "bilan mondial" de l'ONU Climat en 2028. Cette synthèse, établie tous les cinq ans pour analyser les efforts de l'humanité pour respecter l'accord de Paris, est un document clé des négociations climatiques annuelles.

MOBILIS

120 Omra à gagner à l'occasion du Ramadhan

L'opérateur de téléphonie mobile Mobilis a annoncé, samedi dans un communiqué, le lancement d'un concours offrant la possibilité de gagner une Omra durant le mois de Ramadhan. "A l'occasion du mois de Ramadhan, Mobilis annonce le lancement du plus grand concours de Omra sous le slogan +Une Omra avec Mobilis+ permettant aux participants de gagner l'une des 120 Omra offertes", indique le communiqué, soulignant qu'"avec quatre gagnants chaque jour, il s'agit de l'une des plus importantes initiatives du genre durant ce mois de Ramadhan". Pour participer, il suffit de répondre au quiz quotidien dans les commentaires des comptes Facebook et Instagram de l'opérateur Mobilis, et ce, dès aujourd'hui et pendant tout le mois du jeûne, précise la même source, ajoutant que les participants peuvent consulter les conditions du concours sur les différentes plateformes officielles de Mobilis. Le concours vise à renforcer l'interactivité et la communication avec les clients de Mobilis et à leur offrir la possibilité d'accomplir la Omra avec la personne de leur choix, et ce, dans le cadre de l'engagement de l'opérateur à soutenir les initiatives qui promeuvent les valeurs de solidarité et d'entraide au sein de la société, conclut le communiqué.

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT EN ALGÉRIE

L'AAPI organise une série de rencontre en Espagne

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a organisé une série de rencontres en Espagne pour promouvoir les opportunités d'investissement en Algérie, mettant en avant l'amélioration du climat des affaires grâce aux réformes mises en place ces dernières années, indique samedi un communiqué de l'agence.

Lors de sa visite en Espagne, du 25 au 28 février dernier, une délégation de l'AAPI, conduite par son directeur général, Omar Rekkache, a tenu plusieurs réunions avec des opérateurs économiques espagnols, et ce, dans le cadre de la poursuite de la mise en œuvre du projet de promotion de l'investissement étranger lancé par le ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, en collaboration avec l'Union européenne, intitulé "Partenariat pour un investissement durable".

Dans ce contexte, M. Rekkache et sa délégation ont animé une rencontre à Valence avec les présidents des Chambres de commerce et d'industrie de Valence, Castellon et Alicante, où il a présenté les réformes qu'a connues l'Algérie pour améliorer le climat des affaires et a mis en lumière les opportunités d'investissement disponibles dans différents secteurs économiques.

Selon le communiqué, la rencontre a suscité un grand intérêt parmi les participants, qui l'ont qualifiée d'étape positive vers le renforcement de la coopération économique entre l'Algérie et l'Espagne, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives de partenariat entre les entreprises des deux pays". Par ailleurs, le directeur général de l'agence a animé, à Barcelone, un atelier de travail sur "Le climat d'investissement en Algérie", organisé au siège du consulat général d'Algérie, en collaboration avec l'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME) et l'Association des entreprises industrielles internationales.

Cet atelier a été l'occasion de présenter les potentialités d'investissement en Algérie, en mettant en avant les mesures incitatives offertes par l'Etat aux investisseurs étrangers dans le cadre de la stratégie nationale visant à renforcer l'attractivité du climat d'investissement et à développer des partenariats économiques durables.

L'événement a réuni plusieurs chefs d'entreprises espagnols, des responsables de bureaux d'affaires ainsi que le consul général d'Algérie à Barcelone.

LG ELECTRONICS ALGÉRIE

Un Ramadan au Cœur de l'Engagement solidaire

À l'approche du mois de Ramadan, LG Electronics Algérie réaffirme son engagement solidaire en s'associant à l'Association SIDRA, une organisation algérienne dédiée à l'aide aux familles en difficulté. Cette année, l'entreprise distribuera 200 box alimentaires aux foyers les plus vulnérables afin d'alléger leur quotidien durant ce mois de partage et de générosité.

Le lancement de cette action a eu lieu au stade REVOIL de Ruisseau, en présence des représentants de LG Algérie, des bénévoles engagés, ainsi que des médias, qui ont activement contribué à la réussite de cette action. Cette collaboration témoigne de l'engagement continu de LG Electronics Algérie envers les populations vulnérables.

Depuis plusieurs années, LG Electronics Algérie s'implique activement dans des initiatives caritatives visant à améliorer les conditions de vie des populations défavorisées. En plus des dons alimentaires, l'entreprise mène régulièrement des actions de responsabilité sociale en collaboration avec divers partenaires associatifs. Cette nouvelle initiative illustre la volonté de LG Electronics Algérie d'aller au-delà du simple soutien matériel. La distribution de ces 200 box alimentaires vise non seulement à répondre aux besoins essentiels des familles, mais aussi à renforcer les liens de solidarité au sein de la communauté. Chaque box contient des produits de première nécessité, sélectionnés avec soin pour garantir un soutien adapté aux besoins spécifiques du Ramadan. À travers cette initiative, LG Electronics Algérie s'engage à lutter contre la précarité alimentaire et à promouvoir des valeurs de partage et d'entraide. Aux côtés de l'Association SIDRA, l'entreprise confirme son rôle actif dans la société et son À travers cette initiative, LG Electronics Algérie s'engage à lutter contre la précarité alimentaire et à promouvoir des valeurs de partage et d'entraide. Aux côtés de l'Association SIDRA, l'entreprise confirme son rôle actif dans la société et son attachement aux causes humanitaires, en mettant en place des actions concrètes et porteuses d'impact.

Mercuriale

وزارة الفلاحة و التنمية الريفية والصيد البحري
MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTERE DU COMMERCE INTERIEUR ET DE LA REGULATION DU MARCHE NATIONAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الإستهلاك ليوم 02 مارس 2025 الموافق لـ 02 رمضان 1446
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Mars 2025 (02 Ramadan 1446)

Produits		Prix du détail[1] DA / Kg			أسعار التجزئة[1] دج / كلغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	82	96	68	البطاطا	خضر طازجة	
	Tomate	91	105	76	الطماطم		
	Oignon sec	51	58	44	البصل الجاف		
	Ail sec	689	773	605	الثوم الجاف		
	Carotte	72	81	63	الجزر		
	Navet	79	88	70	لفت		
	Choux fleur	66	75	57	قرنبيط		
	Choux	84	95	73	الكرنب		
	Courgette	143	155	130	الكوسة		
	Haricot vert	418	441	394	الفاصولياء الخضراء		
	Laitue	103	116	90	الخس		
Fruits frais	Orange	100	130	70	البرتقال	فواكه طازجة	
	Citron	110	135	85	الليمون		
	Pomme locale	445	554	336	التفاح المحلي		
	Datte	530	662	398	التمر		
	Banane	538	552	523	الموز		
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1749	1888	1611	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني	
	Poulet de chair	405	418	393	الدجاج		
	Œufs (Unité)	17	19	16	البيض (وحدة)		
	Lait de vache (Litre)	98	103	92	حليب البقر (لتر)		

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	420,00	NC	0,00	0,34	-1,18	8,10	7,14	0	0,00
BIOPHARM	BIO	2 391,00	2395,00	0,17	0,52	3,51	7,19	7,52	1908	4 569 660,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 270,00	NC	0,00	0,16	-0,37	11,94	5,51	0	0,00
EGH EL AURASSI	AUR	400,00	NC	0,00	0,00	-1,97	5,06	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	404,00	NC	0,00	-0,18	-9,69	2,03	-	0	0,00

ACHEMINEMENT IMMINENT D'UNE CARGAISON DE BRUT VERS LA RAFFINERIE DANGOTE

L'Algérie exporte du pétrole vers le Nigeria

L'Algérie marque un tournant dans ses exportations pétrolières avec l'acheminement imminent d'une cargaison de brut Sahara Blend vers la raffinerie Dangote au Nigeria. Ce premier contrat avec la plus grande raffinerie d'Afrique, d'une capacité de 650 000 barils par jour, illustre la diversification des débouchés pour le pétrole algérien, notamment dans un contexte de baisse de la demande européenne, a souligné la plateforme spécialisée « Attaqa.net ».

Par M A.

Le Sahara Blend, extrait du gisement de Hassi Messaoud, est reconnu pour sa faible teneur en soufre et sa haute qualité, ce qui le rend particulièrement attractif pour les raffineries modernes. Cependant, en février 2025, les ventes de ce brut ont été affectées par la baisse de la demande en Europe, son marché traditionnel. Selon des sources spécialisées citées par Argus Media, cette situation résulte de l'abondance des bruts légers sur le marché européen et des arrêts techniques pour maintenance dans plusieurs raffineries. En conséquence, le prix du Sahara Blend a reculé d'un dollar par baril en février, affichant désormais une décote de 20 cents par rapport au Brent daté.

Face à cette conjoncture difficile, les producteurs algériens ont cherché à diversifier leurs débouchés, notamment en Afrique. Le choix de Dangote, qui importait jusqu'ici 87 % de son brut du Nigeria, s'inscrit parfaitement dans cette stratégie d'expansion vers de nouveaux marchés. La cargaison destinée à Dangote, représentant un million de barils, doit être livrée entre la mi-mars et le 20 mars 2025. Selon des sources industrielles, l'opération a été facilitée par la société Glencore, bien qu'aucun détail officiel sur le prix n'ait encore été révélé.

L'intégration du Sahara Blend dans le mix d'approvisionnement de Dangote marque un changement significatif dans les flux pétroliers en Afrique. La raffinerie nigériane cherche ainsi à diversifier ses sources d'approvisionnement afin d'assurer une stabilité d'approvisionnement, de réduire les coûts et de maximiser sa rentabilité. Comme l'indique un expert du secteur cité par Business InsiderAfrica,« Le Sahara Blend est un brut léger et doux qui s'intègre parfaitement aux capacités de raffinage de Dangote, tout en restant compétitif face aux bruts locaux ».

Depuis janvier 2025, la raffinerie a déjà réceptionné en moyenne 420 000 barils de pétrole par jour, dont 82 % de bruts légers et doux, privilégiés pour leur rendement élevé en produits raffinés de qualité.

L'acquisition de brut algérien par Dangote s'inscrit dans une stratégie plus large du Nigeria visant à atteindre l'autosuffisance énergétique et à transformer le pays en un hub régional d'exportation de carburants. Dans cette optique, le Nigeria a récemment autorisé l'achat de pétrole brut par les raffineries locales en naira, sa monnaie nationale, une mesure qui a contribué à stabiliser l'économie et à réduire le prix des carburants. Cette politique a déjà permis une baisse des prix de l'essence en février 2025 et soutient l'essor des capacités de raffinage locales. Parallèlement, la raffinerie Dangote élargit son marché en exportant ses produits raffinés vers l'Europe, l'Asie et les États-Unis, tout en fournissant, entre autres, du carburéacteur à l'Arabie saoudite.

Pour l'Algérie, ce contrat avec Dangote représente une opportunité stratégique pour diversifier géographiquement ses exportations pétrolières et consolider sa présence en Afrique de l'Ouest. Bien que l'Europe demeure un marché clé, la volatilité de la demande européenne pousse l'Algérie à explorer de nouveaux marchés sur un continent africain en pleine expansion énergétique. Avec cette première cargaison, l'Algérie ouvre la voie à une coopération énergétique renforcée avec le Nigeria, et potentiellement avec d'autres raffineries émergentes sur le continent. Cette stratégie pourrait non seulement atténuer la dépendance aux marchés traditionnels, mais aussi offrir de nouvelles opportunités d'exportation à long terme.

RAMADHAN AU PALAIS

La 5e édition s'ouvre demain à la Safex

La foire commerciale "Ramadhan au Palais" ouvrira ses portes, mardi prochain au Palais des expositions (Pins maritimes, Alger), avec la participation de plus de 50 exposants qui vendront leurs produits directement aux consommateurs, indique dimanche, un communiqué de l'organisatrice de cet évènement "Algeria exhibitions", filiale du Groupe Safex. Organisée au pavillon Casbah sous le patronage du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, cette Foire se poursuivra jusqu'au 26 mars, de 10H00 à 17H00, précise le communiqué. Cette Foire est l'occasion "pour les commerçants et artisans de promouvoir leurs produits, de se rapprocher des consommateurs et de bénéficier d'une vitrine commerciale exceptionnelle soutenue par une couverture médiatique tout au long de la manifestation, selon la même source. La manifestation "Ramadhan au palais", se veut un espace proposant une variété de produits tels que les produits alimentaires, notamment les viandes, les fruits et légumes, les appareils électroménagers, les vêtements et textiles, la vaisselle, les produits traditionnels et artisanaux et les produits d'emballage et de nettoyage. Cette manifestation "a connu une dynamique croissante en termes de participation, depuis l'organisation de la première édition en 2021, suscitant l'intérêt des exposants et des visiteurs", a fait savoir Algeria exhibitions dans son communiqué, précisant que "la foire Ramadhan au palais est devenue la destination de nombreuses familles algériennes en raison de la large gamme de produits proposés, sur lesquels augmente la demande durant le mois de Ramadhan". Les inscriptions pour participer à cette édition de "Ramadhan au Palais" sont toujours ouvertes via la plateforme numérique dédiée à cet effet, en vue de permettre "a un maximum de commerçants et d'artisans de participer et proposer leurs produits", conclut le communiqué.

CONSTRUCTION AUTOMOBILE

La sous-traitance se met en place

Par Réda Hadi

Dans un contexte de relance et de diversification économique, l'Algérie mise fortement sur le développement de son industrie automobile. Une nouvelle approche a été adoptée en matière de création d'un réseau de sous-traitance locale. Cette approche vise non seulement à réduire la dépendance aux importations, mais aussi à stimuler l'innovation, créer des emplois et favoriser le transfert de technologies.

C'est sans aucun doute que pour densifier un tissu de PME/PMI, considéré comme faible, que deux commissions chargées du suivi et de l'encadrement de l'activité de fabrication de pièces de rechange automobiles ont été installées samedi au ministère de l'Industrie, indique un communiqué du ministère.

Cette base solide de sous-traitants représente un atout majeur pour l'Algérie dans sa quête d'une industrie automobile nationale compétitive. Selon des sources, il y aurait un nombre de 300 à 350 sous-traitants activant au niveau national dans le secteur de la pièce automobile. Avec l'installation de ces deux commissions, les pouvoirs publics veulent encadrer ces activités.

C'est pour cela que qu'elles visent à lancer un réseau national de pièces de rechange automobiles afin d'augmenter le taux d'intégration nationale dans le domaine de la fabrication de véhicules.

L'objectif affiché est clair : atteindre un taux d'intégration locale de 30%. Pour y parvenir, les autorités ont mis en place entre autres, un cadre réglementaire exigeant, imposant aux constructeurs automobiles des taux d'intégration progressifs. Cette approche vise à stimuler la production locale de composants et à créer un écosystème industriel complet autour de l'automobile.

C'est ainsi que ces deux commissions, seront pour la premier chargée d'élaborer la stratégie générale de cette activité et d'assurer la coordination entre les différents acteurs, et de la deuxième des études et de l'ingénierie, chargée des aspects techniques relatifs aux normes et à la qualité des pièces de rechange, tout en fournissant un soutien technique et une formation aux fabricants locaux.

En faite, il s'agit principalement d'avoir une visibilité sur le marché de l'automobile en Algérie, notamment en ce qui concerne l'offre attendue des constructeurs automobiles sur au moins les cinq prochaines années, car une mise à niveau du tissu industriel national, en particulier dans le domaine de la sous-traitance, s'avère indispensable. L'objectif est d'aligner les pratiques sur les standards internationaux en matière de qualité, de coûts, de délais et de management.

Aussi, ces deux commissions seront associées à la définition de la méthodologie de calcul du taux d'intégration nationale dans la fabrication de pièces de rechange et de véhicules, à travers l'établissement de critères précis et transparents prenant en compte la contribution de chaque composant local dans la chaîne de production. A cette occasion, le ministre a affirmé que cette démarche s'inscrit dans le cadre de l'engagement du ministère de l'Industrie à soutenir les opérateurs économiques et à accompagner leurs projets, notamment par le biais du bureau vert qui prendra en charge le développement et le partenariat industriel, le suivi des projets industriels structurants, et le traitement des entraves administratives et techniques, et qui a été installé samedi avec dépôt des dossiers préliminaires relatifs aux projets structurants.

Par ailleurs, le ministère de l'Industrie a lancé également, samedi dernier, le bureau vert pour le développement et le partenariat industriel afin d'accompagner les projets d'investissement industriels structurants contribuant à répondre aux besoins du marché national et compenser les importations, indique un communiqué du ministère.

Implanté au siège du ministère, le bureau, dont le lancement a été supervisé par le ministre du secteur, Sifi Ghrieb, permettra "un traitement rapide et un accompagnement administratif instantané des projets industriels structurants", précise le communiqué. Ce bureau, qui a reçu ce samedi les premiers dossiers déposés à son niveau, sera ouvert aux investisseurs tous les jours ouvrables de la semaine, conclut le communiqué.

TIZI-OUZOU

Ouverture de 25 marchés de proximité

Vingt-cinq (25) marchés de proximité, soit trois de plus que l'année écoulée, sont ouverts à travers la wilaya de Tizi-Ouzou à l'occasion du mois de Ramadhan, a fait savoir samedi la direction du commerce.
Ces espaces qui resteront ouverts tout au long du mois de jeûne, sont installés au niveau des grandes agglomérations de la wilaya, notamment, Tizi-Ouzou, Azazga, Draâ Ben Khedda, Boghni, Ouaguenoun, Tizi-Ghenif et Draa El Mizan, Béni -Yenni, Ouacifs et Iflissen, a précisé le directeur local du commerce, Abdelkrim Merabet.
L'objectif de cette initiative est de faciliter au citoyen l'accès aux produits de large consommation à des prix abordables et aussi de combattre les pratiques spéculatives sur certains produits très prisés en ce mois sacré.
Un suivi régulier pour s'assurer du respect des prix et de la qualité des produits proposés sera assuré par les agents de la direction du commerce mobilisés à cet effet, selon la même source.
A ce propos, Merabet a rappelé que pas moins de 76 brigades d'inspection ont été mises sur pied pour le contrôle et la régulation du marché durant le Ramadhan.
Il s'agit de 40 brigades pour le contrôle des activités commerciales et de 36 autres pour la répression de la fraude et de la spéculation.
La direction du commerce avait annoncé, en janvier dernier, avoir pris plusieurs mesures en prévision de ce mois de Ramadhan dont, entre autres, le stockage de 347.848 tonnes de viande blanche congelée et l'augmentation de quota de la wilaya en matière d'huile de table.

AIN DEFLA

Des mesures pour lutter plus efficacement contre les feux de forêts

Le plan anti-incendie pour l'année 2025 comporte plusieurs mesures et actions afin de lutter plus efficacement contre les feux de forêts et de préserver le patrimoine forestier de la wilaya, a-t-on appris samedi auprès de la Conservation des forêts.

"Pour faciliter les interventions de lutte contre les incendies, la Conservation des forêts va lancer incessamment des opérations d'ouverture et d'aménagement de 73 km de pistes à travers tout le massif forestier de la wilaya", a indiqué à l'APS, le chef de service de la protection de la faune et de la flore à la conservation des forêts, Abdelaziz Ghrici.
Il a souligné, en outre, que plusieurs actions de prévention seront réalisées par les différents services concernés, notamment des travaux d'entretien des accotements de 230 km de routes traversant les zones forestières par la direction des travaux publics (DTP) et des accotements de 3 km de voie ferrée, prévus par la société nationale du transport ferroviaire (SNTF).
Il est aussi prévu des travaux d'entretien sous les lignes électriques de haute tension sur un linéaire de 10 km ainsi que la réalisation de tournières agricoles dans les zones limitrophes aux forêts, a-t-il indiqué.
Des actions de sensibilisation visant en premier lieu les habitants des 112 agglomérations situées à l'intérieur des espaces forestiers ainsi que des campagnes de nettoyage des forêts à travers la wilaya, sont aussi parmi les mesures arrêtées au titre du Plan anti-incendie 2025, a-t-il fait savoir.
Toutes ces actions visent à renforcer le dispositif déjà existant et qui est constitué d'un réseau de pistes estimé à plus 1.840 km, dont près de 1.285 km sont praticables et pouvant servir d'accès lors des interventions, a relevé M. Ghrici, soulignant que la wilaya compte un total de 240 km de Tranchées pare-feux (TPF).
Il a ajouté que la conservation des forêts dispose d'une centaine de points d'eau permettant l'approvisionnement en eau des unités mobiles d'intervention et 16 postes de vigies pour donner l'alerte précoce des départs de feu.
La conservation des forêts a enregistré, en 2024, 18 départs de feux dans 13 communes ayant causé la perte de 6,42 hectares de couvert végétal, dont 52% de maquis, 31% de broussailles et 16% de forêts, a rappelé le même responsable, considérant que ce bilan est "le plus faible" enregistré dans la wilaya durant ces quarante dernières années.

BLIDA

Visite pédagogique des cadets de la Protection civile à l'Ecole d'application de la sûreté nationale de Soumaâ

Une visite pédagogique de l'école d'application "Abdelmadjid Bouzbid" de Soumaâ a été organisée au profit des cadets de la Protection civile de Blida, à l'initiative du Bureau de communication de la sûreté de wilaya, a-t-on appris, samedi, auprès de cette institution sécuritaire.
Visant à ancrer l'esprit patriotique chez les jeunes générations, la visite qui est organisée dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie de communication de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN) a profité à 36 cadets de la protection civile de la wilaya de Blida.
La visite a constitué une opportunité pour les cadets de la protection civile pour découvrir les différents services de l'Ecole d'application de Soumaâ, mais aussi les activités qui y sont pratiquées, dont la brigade des motards. Ils ont aussi eu droit à un cours sur le Code de la route et les bonnes règles de conduite, tout en les informant sur les missions de la police de la sécurité publique, de la police judiciaire et autres services.
Des informations ont été, également, fournies aux jeunes hôtes de l'école de Soumaâ sur la troupe de fanfare qui les a gratifiés de quelques extraits de chants patriotiques.
La visite a été clôturée par une visite du centre équestre et la prise de photos souvenirs au niveau du musée de l'école, où sont exposés les exploits et le palmarès des éléments de la police lors de leur participation à différentes compétitions nationales et mondiales. Selon la même source, cette visite a notamment permis aux cadets de la protection civile d'être informés sur les nobles missions de la police, consistant, entre autres, à assurer la sécurité du pays, des personnes et des biens et à lutter contre la criminalité. Ils ont aussi été informés des différents canaux de communication mis à la disposition des citoyens par la DGSN pour le signalement de tous types de crimes ou de délit, dont le numéro vert 48/15, le numéro d'urgence "17 et l'application "Allo Police".

CHLEF

Mise en service de 30 transformateurs électriques

Trente (30) nouveaux transformateurs électriques ont été en service au niveau de zones reculées de plusieurs communes de la wilaya de Chlef, au titre de l'exercice en cours (2025), a rapporté, samedi, un communiqué de la direction locale de distribution de l'électricité et du gaz.
La mise en service de ces transformateurs électriques vise à garantir la qualité et la continuité du service de distribution de l'énergie électrique tout au long de l'année, notamment durant les périodes enregistrant des pics de consommation énergétique, est-il ajouté dans le même communiqué.
Inscrite dans le cadre de la mise en œuvre du programme 2025, cette opération permettra d'améliorer les prestations énergétiques et d'éviter les perturbations dans l'approvisionnement en électricité et de couvrir la demande croissante en la matière, selon la même source.
Par ailleurs, il est souligné dans le document l'affectation d'une enveloppe de 230 millions de DA pour la réalisation de 30 autres transformateurs électriques de moyenne tension et de 20 km de lignes électriques de basse et moyenne tension, en vue de renforcer le réseau de distribution électrique à travers la wilaya.
Il est également fait état de la mise en place, par la direction de distribution de l'électricité et du gaz, à l'occasion du mois sacré du Ramadhan, d'un plan spécial prévoyant des mesures exceptionnelles pour le renforcement du programme des permanences.
Il s'agit de la mobilisation de la totalité des équipes des six secteurs de la wilaya et des équipes d'intervention des 10 agences commerciales locales, outre la mise au point d'un calendrier de permanence pour les entreprises contractuelles afin assurer une intervention immédiate en cas de nécessité, selon le même communiqué.

EL-MEGHAIER

Des mesures de régulation du marché durant le mois de Ramadhan

Des mesures ont été prises pour réguler le marché et assurer la disponibilité des produits de large consommation en ce mois sacré de Ramadhan dans la wilaya d'El Meghaier, ont rapporté samedi, les services de la direction du commerce intérieur et de la régulation du marché national de la wilaya .
Parmi ces dispositions prises figurent l'organisation des réunions de coordination avec les différents acteurs du secteur du commerce, tels que les fournisseurs, l'union général des commerçants et artisans algériens (UGCAA), la chambre de commerce et les services du registre du commerce.
Les grossistes ont été également instruits de traiter directement avec les unités de production pour assurer l'approvisionnement de la wilaya en matières de produits de première nécessité, a expliqué à l'"APS" le directeur du secteur, Driss Haouas .
S'agissant de la disponibilité du lait pasteurisé subventionné, un mécanisme a été adopté pour approvisionner la wilaya en une quantité estimée à 40.000 litres/jour, répartie entre 21.000 litres destinés à la daïra d'El -Meghaier à partir de la wilaya de Biskra, et 19.000 litres au profit de la daïra de Djamaâ, provenant de la wilaya de Touggourt.
La wilaya d'El-Meghaier recense actuellement 14 distributeurs du lait pasteurisé subventionné, en plus de 298 détaillants répartis dans les huit communes, activant selon une carte de distribution approuvée, pour garantir un approvisionnement régulier, a-t-il fait savoir.
Dans le cadre du suivi sur le terrain pour réguler le marché, des visites d'inspection inopinées ont été organisées à travers plusieurs marchés, et points de vente dans la wilaya, pour s'assurer de la disponibilité des produits de large consommation.
Dans l'objectif de la protection du pouvoir d'achat du citoyen, deux marchés de proximité ont été ouverts dans les communes d'El-Meghaier , et Djamaâ, en plus de la mobilisation de 19 installations de stockage pour assurer la stabilité du marché, a indiqué la même source.

Gaza n'est pas à vendre, quoi qu'en dise Trump

L'absurde projet de Trump consistant à annexer Gaza ne sera jamais toléré par les Palestiniens.

1ere partie

Par Michel Moushabeck (*)

Après avoir été déplacés, des enfants palestiniens sur un monticule de sable surplombent des tentes installées au milieu de bâtiments détruits à Jabalia, dans le nord de la bande de Gaza, le 6 février 2025. Bashar Taleb / AFP via Getty Images

Depuis que le président Donald Trump a pris ses fonctions il y a près de deux semaines, il a signé des dizaines de décrets qui nuiront à chacun d'entre nous ici sur le plan national, et qui accentueront encore davantage le repli sur soi et l'affaiblissement de la position des États-Unis dans le monde.

Immédiatement après son investiture, le président Trump a signé un décret qui résilie les sanctions imposées aux colons extrémistes de Cisjordanie qui ont commis des crimes violents contre des Palestiniens. Il a également annulé les restrictions imposées par l'ancien président Joe Biden à l'envoi à Israël des bombes de 2 000 livres qui peuvent effacer des quartiers entiers, et a autorisé l'envoi d'armes supplémentaires, à hauteur d'un milliard de dollars, au gouvernement israélien.

Plus récemment, il a aussi signé des décrets imposant un gel du financement de l'USAID dans le monde entier, interdisant tout financement de l'UNRWA dans le futur – c'est pourtant la seule agence à même d'acheminer l'aide dont Gaza a désespérément besoin – et retirant les États-Unis du Conseil des droits humains de l'ONU après l'avoir accusé de partialité anti-israélienne. Il a également pris un décret visant à réprimer la dissidence pro-palestinienne, la mobilisation sur les campus contre le génocide israélien, et a menacé d'expulsion les étudiants étrangers détenteurs d'un visa d'étudiant.

Toutes ces mesures – auxquelles s'ajoutent les nominations résolument pro-israéliennes à des postes clés – confirment le soutien inconditionnel des États-Unis au génocide israélien et continuent de soustraire l'État d'apartheid à toute obligation de rendre des comptes.

Et maintenant, le comble de toutes les surprises

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahou est le premier dirigeant d'un pays étranger à être invité à la Maison Blanche depuis l'entrée en fonction de Trump. Avant leur rencontre du 4 février, la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, a décrit la visite de Netanyahu comme une « réunion de travail » et a affirmé que le président « continue de soutenir Israël et de veiller à ce que les terroristes barbares de cette région subissent un véritable enfer ».

Lors d'une conférence de presse organisée à la suite de cette réunion, le président Trump a fait une déclaration fracassante, annonçant : « Les États-Unis prendront le contrôle de la bande de Gaza, et nous ferons du bon travail. Nous en serons propriétaires. »

Quelques jours à peine après qu'un demi-million de Palestiniens déplacés ont fait le difficile voyage pour retourner vers leurs maisons et quartiers complètement détruits dans le nord de Gaza, le président Trump a inconsidérément plaidé pour le transfert de 2 millions de Palestiniens vers les pays voisins – mais, bien sûr, pas vers Israël.

Interrogé par un journaliste sur l'éventualité d'un recours à la force militaire dans le cadre du plan qu'il propose, il a répondu : « En ce qui concerne Gaza, nous ferons le nécessaire. Si c'est nécessaire, nous le ferons. »

Ce n'est pas la première fois que le cercle rapproché de Trump fait allusion à la transformation de Gaza en « Riviera du Moyen-Orient ». Le 15 février 2024, lors d'une interview à l'université de Harvard, Jared Kushner, le gendre du président, a fait l'éloge du caractère « très lucratif » d' « immeubles en bord de mer » à Gaza. Il a suggéré qu'Israël déloge les Palestiniens pendant le « nettoyage » de la bande de Gaza.

Lors de sa conférence de presse, Trump a affirmé qu'il s'était entretenu avec les dirigeants de la région. « Tous ceux à qui j'ai parlé adorent l'idée que les États-Unis possèdent ce morceau de terre », a-t-il déclaré. Mais se pourrait-il qu'il n'ait parlé qu'à une seule personne – son gendre – et qu'il agisse sur ses conseils ?

Quiconque a vu les vidéos diffusées sur les médias sociaux qui montrent la joie des Palestiniens alors qu'ils rentrent chez eux dans le nord de Gaza malgré sa dévastation totale – et qu'ils montent des tentes sur les décombres de leurs maisons détruites – comprendra ce que signifie pour les palestiniens l'attachement à leur patrie. Personne, y compris le président Trump, ne peut naïvement croire que les Palestiniens quitteront volontairement leur patrie pour se réinstaller ailleurs.

Bassam Muhammad Abdulraouf, 29 ans, a exprimé le sentiment général des Palestiniens en déclarant à NPR qu'il n'avait aucunement l'intention de quitter Gaza. Il a déclaré : « Même s'il existait un endroit un million de fois mieux que Gaza, et même si je pouvais être sûr que la vie y serait luxueuse, je serais quand même prêt à vivre au milieu des décombres et dans des tentes ici. S'ils viennent avec l'armée, avec la force militaire, encore une fois, jamais je ne partirai. »

La Palestine appartient à son peuple autochtone ; elle n'appartient pas à ceux qui ont volé la terre, déplacé de force ses habitants et qui ont maintenant l'intention de procéder au nettoyage ethnique de ceux qui sont restés.

Les États-Unis vont « s'approprier » Gaza et transférer 2 millions de Palestiniens dans les pays voisins

Je ne vois rien de plus ridicule que cette proposition, que cette annonce choc soit une manœuvre de diversion conçue pour nous accabler ou une tactique de négociation pour faire avancer l'objectif ultime d'un accord de normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël. S'il s'agit de cette dernière – une exigence que Trump a l'intention de modifier ultérieurement pour la faire passer pour une concession – il s'agirait d'un chapitre datant du premier mandat de Trump, lorsqu'il est revenu sur son soutien à l'annexion de la Cisjordanie par Israël en échange de la normalisation de la relation entre les Émirats arabes unis et Israël.

L'annexion de Gaza par les États-Unis est une proposition complètement irresponsable. Elle constitue non seulement une violation du droit international et un crime de guerre interdit par la Convention de Genève, mais si elle devait se produire, elle aura des ramifications négatives dans le monde entier. C'est la garantie d'un désastre et d'une violence sans fin qui aura des effets déstabilisateurs dans toute l'Asie du Sud-Ouest. Elle engendrera une opposition farouche de la part des 146 pays – plus des trois quarts des États membres des Nations unies – qui ont officiellement reconnu l'État de Palestine et noué des relations diplomatiques avec ce dernier. Elle donnera lieu à des manifestations anti-israéliennes et anti-américaines encore plus importantes dans le monde entier.

Tout d'abord, cette proposition ne manquera pas de faire dérailler la deuxième phase des négociations en vue d'un cessez-le-feu et du retrait des troupes israéliennes de la bande de Gaza. Elle donnera à Netanyahou et à son gouvernement d'extrême droite un prétexte pour reprendre les bombardements sur Gaza et empêcher les camions d'aide d'entrer dans l'enclave, poursuivant ainsi la famine intentionnelle et le nettoyage ethnique des Palestiniens sur leurs terres.

(A suivre)

Et comme si cela ne suffisait pas, Trump a également déclaré qu'il prendrait une décision concernant l'annexion potentielle de la Cisjordanie par

SELON SON MINISTRE DE L'ÉCONOMIE

Une croissance de 5 à 6 % attendue pour l'économie nationale des Émirats arabes unis en 2025

Son Excellence Abdullah bin Touq Al Marri, ministre de l'Économie, a prévu une croissance de 5 à 6 % pour l'économie nationale des Émirats arabes unis en 2025, soutenue par la performance robuste de secteurs clés tels que la technologie, les énergies renouvelables, le commerce, les services financiers et les infrastructures.
Dans une déclaration à l'Agence de presse des Émirats (WAM), en marge du deuxième jour du Sommet mondial des gouvernements 2025 à Dubaï, Al Marri a souligné que la croissance du PIB des Émirats arabes unis a enregistré une moyenne de 4,8 % entre 2021 et 2024, tandis que la croissance du PIB hors hydrocarbures a atteint en moyenne 6,2 %. Il a également noté que la contribution des secteurs non pétroliers au PIB national a atteint 75 %, consolidant ainsi les progrès réalisés vers les objectifs de la vision "Nous, les Émirats 2031".

Il a affirmé que cette croissance soutenue témoigne de la capacité de l'économie nationale à maintenir une expansion élevée et durable, en comparaison avec les économies avancées. Il a ajouté que les Émirats arabes unis disposent d'une stratégie économique claire qui englobe l'économie circulaire, l'économie spatiale et les secteurs émergents, tout en explorant de nouveaux blocs économiques, en établissant des partenariats et en attirant les investissements étrangers.
Al Marri a également souligné que, grâce à la vision et aux directives de la direction du pays, l'économie des Émirats arabes unis bénéficie d'une résilience et d'une solidité remarquables face aux défis mondiaux, tout en maintenant une croissance durable. Cette dynamique est soutenue par des stratégies claires qui renforcent le nouveau modèle économique basé sur la connaissance, l'innovation et les technologies avancées.

ÉGYPTE

Des travaux de développement relancés sur le champ gazier Zohr

Mi-février, le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly a évoqué l'éventualité d'une reprise des activités de prospection sur le gisement Zohr, conformément à la volonté exprimée par l'opérateur Eni, d'étendre ses opérations sur le site de 2 ans.

Des travaux de développement ont repris sur le gisement Zohr, le plus important champ gazier d'Égypte, dont le plateau de production a connu une baisse notable ces derniers mois, réduisant ainsi l'autonomie énergétique du pays en gaz.
Selon les informations officialisées mardi 25 février par Le Caire, ces activités devraient impliquer le forage de trois puits directionnels (Zohr 6 et Zohr 9 et Zohr 13). L'opérateur et ses partenaires ciblent ainsi des zones géologiques difficiles d'accès grâce à ce type de puits, dans l'espoir de stimuler la production de gaz naturel et de compenser le déclin naturel de la performance du gisement.
Pays historiquement dépendant du pétrole et du gaz pour sa production d'électricité, l'Égypte se trouve en effet confrontée depuis quelques mois à une baisse de la production domestique de gaz, notamment en raison du déclin du champ de Zohr.
Ce déclin a contribué à faire de l'Égypte un importateur net de gaz en 2024, un changement significatif par rapport à son statut de producteur autonome depuis 2018. Pour pallier ce déficit, le gouvernement a conclu des accords avec Shell et TotalEnergies pour importer du gaz naturel liquéfié (GNL) en 2025, sécurisant ainsi un approvisionnement stable, après plusieurs autres accords conclus précédemment dans le même sens.
Malgré ces défis, l'Égypte cherche à diversifier son mix énergétique, en mettant aussi un accent particulier sur les énergies renouvelables. Le pays prévoit ainsi d'atteindre 40 % de sa capacité énergétique à partir de ces sources d'ici 2040, grâce à des projets comme l'extension du parc éolien Red Sea Wind Energy.

EN DÉPIT DE SES DIVISIONS

La Libye cherche à attirer des investisseurs dans le secteur pétrolier

Alors que le secteur énergétique est miné par le morcellement du territoire entre groupes armés, l'instabilité politique et la corruption, les autorités de Tripoli souhaitent lancer de nouvelles campagnes d'exploration pour accroître ses exportations de pétrole.
Regard fier et sourire en coin, Abdel Hamid Dbeibah, premier ministre du gouvernement libyen dit « d'union nationale » (dont l'autorité est reconnue par la communauté internationale), parcourt les différents stands, dans les allées du Palais des congrès de Tripoli, avant de gagner l'auditorium. Ce bâtiment aux larges baies vitrées, vitrine d'une Libye moderne où l'homme d'affaires devenu politicien aime tant recevoir des chefs d'Etat étrangers et des acteurs internationaux lors de grands forums.
Devant une assemblée de professionnels de l'industrie pétrogazière (dont des représentants du français TotalEnergies, de l'italien Eni et du britannique BP) et de décideurs politiques, M. Dbeibah a annoncé, lors de son discours d'ouverture, le lancement de « nouvelles campagnes d'exploration visant à accroître les réserves de pétrole ». Avec 48 milliards de barils, le pays détient déjà près de 41 % des réserves prouvées en Afrique, selon une étude de l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA), mais une large partie de son territoire n'a pas encore été sondée et pourrait donc renfermer davantage d'hydrocarbures.
Par ailleurs, la Libye, qui dispute au Nigeria la place de premier producteur de pétrole du continent, projette d'augmenter sa « productivité », affirme le premier ministre. En janvier, sa production avoisine 1,4 million de barils par jour, d'après Abdel Hamid Dbeibah (1,1 million selon les données de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole) ; toujours en deçà des 1,7 million d'avant la chute de la dictature de Mouammar Kadhafi, en 2011. « Pour augmenter sa production et compenser les baisses actuelles des champs plus anciens, la Libye doit attirer davantage d'investissements étrangers et de capacités techniques », souligne l'EIA.

TUNISIE

Moody's rehausse la note souveraine du pays

L'agence de notation financière américaine Moody's a annoncé une amélioration de la note souveraine de la Tunisie, soulignant la stabilité de la situation financière du pays ainsi que des déficits de compte courant "historiquement faibles".
L'agence de notation a relevé la note d'émetteur à long terme de la Tunisie de " CAA2 " à " CAA1 " avec perspective stable.
Moody's a, également, relevé la notation de la dette senior non garantie de la Banque centrale de Tunisie (BCT) de " CAA2 " à "CAA1 ", et maintenu la perspective stable.
Selon l'agence, la révision de la note de la Tunisie reflète "l'amélioration du profil d'amortissement de la dette extérieure du secteur privé tunisien ainsi que la capacité de la BCT à maintenir ses réserves de change stables, au cours des deux dernières années, soutenues par des déficits de compte courant historiquement faibles".
Par conséquent, les besoins de financement extérieur de la Tunisie sont désormais plus faibles et mieux couverts par les réserves de change, a précisé encore l'agence.
Elle a ajouté que "la réduction progressive des déficits budgétaires contribue à atténuer le risque de remboursement, malgré la persistance de certaines contraintes de financement"

ARABIE SAOUDITE

Un geste royal de 150 millions de riyals pour loger les plus démunis

Pour le mois sacré de Ramadan, la famille royale saoudienne a posé un geste significatif envers les plus vulnérables du Royaume. Le roi Salmane et son fils, le prince héritier Mohammed ben Salmane, ont conjointement versé 150 millions de riyals saoudiens (environ 36 millions d'euros) à la campagne Jood Regions, une initiative cruciale pour le logement social.
Cette contribution exceptionnelle – 100 millions de riyals du souverain et 50 millions du prince héritier sera entièrement consacrée aux programmes d'habitat social visant à loger les familles les plus démunies du Royaume. "Cette générosité royale transformera concrètement la vie de nombreuses familles dans le besoin," a déclaré vendredi Majed Al-Hogail, ministre des Municipalités et du Logement, dans un communiqué relayé par l'agence de presse officielle SPA. Le ministre a souligné "l'impact considérable" de ce don sur le programme d'habitat social.
Lancée initialement pendant le Ramadan 2024 par l'organisation à but non lucratif "Sakan", la campagne Jood Regions s'est fixé un objectif ambitieux: fournir plus de 10 000 logements aux familles les plus démunies à travers les treize provinces du Royaume. Ces campagnes comprennent des événements visant à sensibiliser et à encourager la participation communautaire. Organisées par les autorités locales, elles rassemblent entrepreneurs, dirigeants et autres acteurs pour garantir que les citoyens obtiennent des logements adaptés avec facilité et fiabilité, répondant ainsi aux objectifs des initiatives de logement à caractère social.

BÉNIN

Porter la contribution du tourisme au PIB de 6% à 13,4% d'ici 2030

Classé parmi les 25 meilleures destinations à visiter en 2025 par le média américain AFAR, le Bénin voit sa stratégie pour le tourisme récompensée à l'international. Les autorités voient en ce secteur un levier de développement économique et d'attractivité.

Le gouvernement béninois ambitionne d'accroître le poids du secteur touristique dans l'économie nationale, en portant sa participation au PIB de 6% actuellement à 13,4% d'ici 2030. Un élément clé de cette ambition est la volonté d'attirer plus de 2 millions de visiteurs par an à cette échéance. C'est ce qu'a indiqué le ministre du Tourisme Jean-Michel Abimbola lors d'un entretien accordé à l'Agence Ecofin le jeudi 27 février, en marge du Choiseul Africa Summit. Le tourisme a longtemps été un secteur sous-exploité au Bénin, alors que le pays possède d'importants atouts en la matière, notamment sur les volets culturel, historique et géographique. Selon le ministre, l'économie béninoise reposait essentiellement sur l'agriculture, notamment sur les filières coton et anacarde, ainsi que sur les activités portuaires. Depuis 2016 néanmoins, une politique de diversification économique y a été engagée à travers l'industrialisation et la transformation de matières premières, mais aussi en valorisant son potentiel touristique, culturel et patrimonial.
Jean-Michel Abimbola affirme que les autorités ont engagé un investissement de 2 milliards d'euros sur la décennie qui prend fin en 2026. Ces fonds ont permis de financer les infrastructures hôtelières, les musées, la mise en valeur des sites patrimoniaux, mais aussi de renforcer les compétences des acteurs du secteur. « Ces différents investissements vont nous permettre de faire du pays une destination de premier plan sur le continent, avec des infrastructures aux normes, des équipes, des ressources humaines bien formées » explique-t-il, insistant sur l'importance des réformes en cours pour rendre l'offre touristique béninoise plus compétitive. Si l'ambition affichée par les autorités béninoises est de hisser le pays parmi les destinations phares d'Afrique, la réussite de cette stratégie dépendra aussi de leur capacité à maintenir les investissements, à promouvoir efficacement l'offre touristique et à garantir des standards élevés en matière d'accueil des visiteurs.

NIGÉRIA

258 millions $ du Royaume uni pour la résilience agricole climatique

Au Nigéria, le secteur agricole joue un rôle capital dans l'économie, mais les aléas climatiques tels que la sécheresse et les inondations constituent un sérieux défi pour l'appareil productif.
Au Nigéria, le bureau en charge des Affaires étrangères et du Commonwealth (FCDO) du Royaume-Uni a l'intention de mobiliser 204 millions de livres sterling (258 millions $) à travers le programme Propcom+, pour soutenir le secteur agricole au Nigéria. C'est ce qu'a révélé Adiya Ode, représentante nationale dudit programme.
Ce programme mis en œuvre sur la période 2023-2030, vise à renforcer la résilience climatique des petits exploitants et des PME, tout en augmentant leur productivité et leurs revenus. Les interventions ciblent près de 4 millions de bénéficiaires à travers les États de Kano, Kaduna, Jigawa, Bauchi, Plateau, Gombe, Adamawa et Katsina.
En attendant la concrétisation de ce nouvel appui financier, l'annonce intervient alors que l'appareil productif nigérian qui sort d'une année 2024 marquée par de nombreux épisodes d'inondations qui ont affecté la production agricole dans plusieurs zones de culture. Dans un rapport publié le 23 janvier dernier, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU estime que les pertes annuelles potentielles de production de maïs, de sorgho et de riz, principales céréales cultivées et consommées dans le pays, pourraient atteindre environ 1,1 million de tonnes dans les zones inondées en 2024.
Les analyses effectuées par l'organisme onusien suggèrent que cela représente près de 1 milliard de $ de pertes économiques et que la récolte perdue aurait permis de nourrir 13 millions de personnes pendant toute une année.
Dans un tel contexte, le renforcement de la résilience des petits exploitants agricoles aux aléas climatiques est un levier stratégique pour l'atteinte de la sécurité alimentaire. Selon les dernières prévisions formulées par la FAO, plus de 33 millions de personnes pourraient être confrontées à l'insécurité alimentaire dans le pays le plus peuplé d'Afrique au cours du second semestre de l'année 2025.

CÔTE D'IVOIRE

Le premier Gender Bond d'Ecobank attendu pour mars 2025

Avec cette opération de « Gender Bond », Ecobank Côte d'Ivoire s'apprête à donner un nouvel élan à son initiative en faveur des femmes entrepreneures « Ellever ». Celle-ci a pour ambition d'améliorer l'accès au financement et de renforcer les capacités des entreprises dirigées par des femmes. Ecobank Côte d'Ivoire s'apprête à lancer le tout premier « Gender Bond » de la sous-région baptisé « Gender Bond Ecobank Côte d'Ivoire 6,50% 2024-2029 ». Cet emprunt obligataire sera ouvert à la souscription publique à partir du 3 mars 2025. Cette initiative vise à faciliter l'accès au financement des entreprises dirigées par des femmes ou développant des produits et services destinés à une clientèle féminine.
L'annonce a été faite lors d'un petit-déjeuner exclusif organisé ce vendredi 28 février 2025 par la direction de la banque, mettant en lumière l'ambition d'Ecobank CI de favoriser une finance plus inclusive et durable. Cette première en Afrique de l'Ouest représente un engagement concret en faveur de l'autonomisation économique des femmes entrepreneures, qui font face à des défis persistants en matière d'accès aux ressources financières. Doté d'une maturité de cinq ans, ce « Gender Bond » vise à lever un montant total de 10 milliards FCFA (15,8 millions $), avec un taux d'intérêt de 6,50 % brut. Il sera coté à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), permettant ainsi aux investisseurs de négocier leurs obligations sur le marché secondaire. L'offre est ouverte tant aux investisseurs institutionnels qu'aux particuliers, avec une période de souscription limitée à deux semaines. Nous sommes vraiment très fiers de pouvoir apporter cette première opération du genre de la zone UMOA. Parce que c'est une opération effectivement qui allie rentabilité et impact social, rentrant ainsi dans la dynamique de la vision que nous avons à travers le programme Ellever », a déclaré Roselyne Abé, directrice générale d'Ecobank Investment Corporation (EIC).
Les fonds mobilisés dans le cadre de cette émission obligataire seront exclusivement consacrés au renforcement du programme « Ellever » d'Ecobank, lancé en mars 2021 pour soutenir les femmes entrepreneures ivoiriennes. Ce dispositif propose non seulement des financements adaptés, mais aussi un accompagnement stratégique destiné à renforcer la compétitivité et la pérennité des entreprises féminines.
En Côte d'Ivoire, les femmes dirigent environ un tiers des PME, mais elles sont confrontées à d'importantes barrières financières. Le déficit de financement des PME dans le pays est estimé entre 3,9 et 4,2 milliards de dollars par an, et environ 60 % des besoins de ces entreprises ne sont pas couverts. A l'échelle du continent africain, le manque de financement pour les PME dirigées par des femmes atteint 42 milliards de dollars. Face à ces enjeux, Ecobank CI a déjà démontré son engagement en soutenant plus de 3237 femmes entrepreneures entre 2021 et 2023, avec des financements cumulés de 13,25 milliards FCFA. Par ailleurs, 3465 entreprises ont bénéficié de l'appui de la banque sur cette période, illustrant ainsi son rôle moteur dans le développement économique et social.
Paul-Harry Aithnard, directeur régional UEMOA et directeur général d'Ecobank CI, a réaffirmé cette volonté d'impact positif : « nous voulons être un contributeur effectif au développement économique de la Côte d'Ivoire. Ce Gender Bond démontre notre engagement à promouvoir des solutions financières innovantes au service de la croissance inclusive et durable ».
En lançant cette obligation inédite, Ecobank CI s'impose comme un acteur clé du financement responsable et de l'autonomisation économique des femmes. Ce projet illustre une nouvelle fois l'engagement de la banque en faveur du développement durable et de l'inclusion financière, des piliers essentiels pour une croissance équitable et pérenne en Afrique de l'Ouest.

POUR RÉALISER L'AUTOSUFFISANCE EN TOMATE

Le Sénégal développe une stratégie

Au Sénégal, la tomate est le troisième légume cultivé après l'oignon et la pomme de terre. Dans le cadre de sa politique de souveraineté alimentaire, le gouvernement cible l'autosuffisance dans la tomate industrielle qui est principalement consommée sous forme de double ou triple concentré.
Au Sénégal, le ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage veut mettre en place une feuille de route sur une période de 24 à 36 mois en vue de réaliser l'autosuffisance en tomate industrielle. C'est ce qu'a révélé Mabouba Diagne, le responsable dudit ministère, dans un communiqué publié le 24 février sur sa page X.
Cette initiative est à inscrire dans un contexte où les importations de triples concentrés de tomate sont évaluées à 15 000 tonnes par an, selon les données officielles, soit l'équivalent de 80 000 tonnes de tomates industrielles. L'ambition affichée par les autorités est de réduire la dépendance aux importations de concentré de tomates à travers le développement de l'industrie locale.
D'après M. Diagne, les interventions prévues dans le cadre de la stratégie nationale d'autosuffisance porteront principalement sur l'optimisation des modes de production (cultures sous serre et en plein champ), l'utilisation de semences certifiées de haute qualité pour améliorer les rendements, un meilleur encadrement des producteurs, et l'implication du secteur privé.
Selon les observateurs, l'objectif de l'autosuffisance est envisageable, d'autant plus que le potentiel de production de tomate est encore sous-exploité dans le pays. D'après les prévisions du ministère de l'Agriculture, la filière sénégalaise est en mesure de produire en moyenne jusqu'à 120 tonnes par hectare de tomates en plein champ et 150 tonnes sous serre, alors que le rendement moyen actuel tourne autour de 30 tonnes.
Les données compilées par l'Agence nationale de la Statistique et de la démographie, indiquent que la production de tomate industrielle au Sénégal s'est établie en moyenne à 77 650 tonnes par an entre 2019 et 2023. Rappelons que dans le pays de la Teranga, la vallée du fleuve Sénégal est le principal bassin de production du légume.

MARCHÉ

Les investisseurs japonais se délestent de la dette française, faut-il s'en inquiéter pour autant ?

L'encours d'obligations françaises détenues par les investisseurs japonais a fondu à hauteur de 30 milliards d'euros en 2024, selon Barclays. Ce mouvement est notamment lié à l'incertitude politique dans l'Hexagone. Pour autant, ces cessions ne constituent pas des signaux d'alerte sur la dette tricolore.

Réputés friands de dette tricolore, les investisseurs japonais se sont pourtant détournés du papier français, ces derniers trimestres.
Gérant chez Eleva Capital et invité régulier de BFM Business, Stéphane Deo a remarqué sur X (ex-Twitter) que l'encours de dette française détenue par les investisseurs du pays avait été divisé par près de deux depuis son pic de 2019-2020.
"Il semble que l'appétit des investisseurs japonais pour la dette française s'amenuise", conclut le gérant.
Cette tendance s'est accélérée en 2024.
Selon les données collectées par Barclays et citées par la banque le 10 février dernier, les investisseurs japonais ont procédé à des ventes nettes (les achats diminués des ventes) d'obligations françaises à hauteur de 4.700 milliards de yens, soit 29,7 milliards d'euros, sur l'ensemble de 2024.

L'incertitude politique en question

Évidemment, ce mouvement n'est pas étranger à la période d'instabilité politique que traverse la France depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, à la mi-juin 2024. Cet épisode a provoqué une importante incertitude qui a créé des tensions sur la dette française, sur le marché secondaire, et a conduit le CAC 40 à sous-performer les autres grands indices actions en 2024.
Dans une note rédigée en décembre dernier, UBS remarquait que les investisseurs japonais avaient vendu, en net, pour plus de 20 milliards d'euros d'obligations assimilables du Trésor français (OAT) sur la seule période allant de juin à novembre.
"Les cessions d'obligations françaises de la part des investisseurs japonais en 2024 ont quand même traduit une forme de défiance vis-à-vis de l'incertitude politique en France. Ce que l'on n'a pas forcément retrouvé avec les autres pays de la zone euro", explique Axel Botte, chef de la stratégie de marché chez Ostrum AM.
Ce délestage de la part des investisseurs japonais n'est pas à prendre à la légère, dans la mesure où la dette française est davantage détenue par les investisseurs étrangers que dans d'autres pays. Selon les données de la Banque de France, 54,2% de l'encours de dette française était détenu par les non-résidents à fin septembre 2024. En comparaison, ces taux de détentions se situent plutôt autour de 28% pour l'Italie, 30% pour les États-Unis, 40% pour l'Espagne et 45% pour l'Allemagne, selon Reuters.

Les obligations japonaises deviennent attrayantes

Faut-il pour autant s'inquiéter de la fuite des investisseurs japonais? Pas forcément. Si l'incertitude politique française les a poussés à réduire la voilure, les investisseurs japonais ont aussi pu tout simplement rediriger leurs fonds vers la dette domestique.
Pendant des années, le Japon a connu une inflation quasi-nulle (voire négative) accompagnée de taux directeurs ultra-bas. Les investisseurs japonais devaient ainsi regarder à l'étranger pour trouver des obligations offrant du rendement. Et donc placer leur argent.
Mais la donne a récemment changé. Le Japon est sorti de sa spirale déflationniste. En décembre, l'inflation hors prix alimentaire s'est établie à 3% sur un mois. Et après des années de politique monétaire ultra-accommodante, la Banque du Japon a commencé à relever ses taux, portant son principal taux à 0,5% en janvier. Bank of America estime que deux hausses de taux d'un quart de point surviendront encore en 2025, ce qui ramènerait ce taux à 1% en décembre.
En conséquence, les rendements obligataires japonais sont remontés, rendant la dette japonaise plus attrayante. Alors qu'il évoluait encore autour de 0% ou presque fin 2021, le taux de l'obligation japonaise à 10 ans est passé à 0,6% fin 2023 et se situe à environ 1,38% actuellement.
"En conséquence, ils ont moins d'appétence à chercher du rendement à l'étranger, explique Axel Botte. D'autant que, dans leurs calculs, les investisseurs japonais doivent prendre en compte le coût des couvertures de changes sur les placements dans les obligations en zone euro. Or ces coûts sont encore élevés et peuvent être très pénalisants", ajoute-t-il
"Les investisseurs se sont certes délesté d'obligations françaises de façon importante mais cela s'inscrit dans un mouvement plus large. Les investisseurs japonais ont, en réalité, vendu des actifs étrangers tous azimuts et ont réalloué des fonds vers leurs actifs domestiques, car les taux remontent au Japon, ce qui rend les actifs japonais plus intéressants", abonde Vincent Juvyns, stratégiste de marché chez JPMorgan.
D'ailleurs, s'il a concerné la France au premier chef, le délestage de titres de dette par les investisseurs japonais s'est opéré sur l'ensemble de la zone euro, l'an passé.
Selon les données de Barclays, ces investisseurs ont vendu, en net, pour 8.600 milliards de yens (54,3 milliards d'euros) d'obligations de la zone monétaire en 2024, dont 2.100 milliards de yens de dette néerlandaise, 900 milliards de yens de dette allemande et 700 milliards de yens de dette italienne.

MARCHÉS FINANCIERS

La BRVM à Londres pour rencontrer les investisseurs

L'institution mettra en avant les rendements attractifs de son compartiment constitué d'actions de sociétés cotées et d'un segment diversifié d'emprunts. Certaines entreprises du marché sont déjà connues, mais les dirigeants de la BRVM devront répondre à quelques préoccupations.
La Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), institution opérant sur le marché financier commun aux pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), est actuellement à Londres, au Royaume-Uni, dans le cadre d'une tournée visant à rencontrer des investisseurs et leur présenter les opportunités d'investissement en portefeuille dans cette sous-région.
Contrairement aux investissements directs étrangers sur de nouveaux projets ou sur des entreprises déjà existantes, les investissements en portefeuille consistent à acquérir des actions de sociétés cotées en bourse ou des obligations émises par des entreprises ou des gouvernements. Dans cette optique, la direction de la BRVM s'est concentrée sur les dynamiques de ces produits financiers en 2024.
« La BRVM a connu une deuxième année consécutive d'amélioration et a consolidé sa position de cinquième plus grande bourse d'Afrique. L'évolution positive de notre capitalisation boursière globale a renforcé le poids de la BRVM dans l'économie régionale, puisqu'elle représente désormais environ 15,12 % du PIB, contre 9,17 % en 2012 », a déclaré Edoh Kossi Amenounvé (photo), son directeur général. Et d'ajouter : « en effet, la BRVM offre des rendements de plus de 8 % sur le marché des actions et d'environ 6 % en moyenne sur le marché obligataire ».
2025 vient juste de débuter, et les premiers résultats de l'année 2024, ainsi que les dividendes qui en découleront, arriveront au fur et à mesure. Pour l'année 2023, la valeur globale des dividendes déjà annoncés vers la fin du mois de juillet 2024 était estimée à 613,16 milliards FCFA, selon des calculs de l'Agence Ecofin, basés sur les informations compilées par la plateforme Richebourse. Elle avait ainsi franchi le seuil historique de 1 milliard de dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر
BANK OF ALGERIA

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 27 Février 2025
Valeur : 03 Mars 2025

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.5850	134.6000
1	EUR	EURO	141.0451	141.0877
1	GBP	POUND STERLING	170.4471	170.5309
100	JPY	JAPANESE YEN	89.9813	89.9973
1	CNY	CHINESE YUAN	18.5091	18.5119
1	CHF	SWISS FRANC	149.9554	150.0390
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	93.8856	93.9026
1	DKK	DANISH KRONE	18.8950	18.8981
1	SEK	SWEDISH KRONA	12.6235	12.6270
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	12.0450	12.0500
1	AED	UAE DIRHAM	36.6427	36.6518
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.8836	35.8895
1	KWD	KUWAITI DINAR	436.1147	436.3047
1	TND	TUNISIAN DINAR	42.2619	42.6867
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.5618	13.5634
1	LYD	LIBYAN DINAR	27.3330	27.4733
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3706	3.3811
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	176.8243	176.8243

À L'ISSUE D'UNE SÉANCE SANS MAUVAISE SURPRISE

Le CAC 40 termine la semaine en repli de 0,5%

L'indice parisien a terminé en hausse de 0,11% ce vendredi 28 février, après la publication d'un indice PCE en ligne avec les attentes aux États-Unis. Sur l'ensemble de la semaine, l'indice parisien cède 0,5%.
La Bourse de Paris a connu une séance bien plus tranquille ce vendredi 28 février que la veille. Le CAC 40 a achevé la journée sur une légère hausse de 0,11% à 8.111,63 points.
Sur l'ensemble de la semaine, l'indice parisien abandonne 0,53%, le CAC 40 ayant notamment pâti des annonces de Donald Trump sur les multiples droits de douane mais aussi d'indicateurs américains décevants (l'indice de confiance des consommateurs, mardi, les nouvelles inscriptions au chômage, jeudi).
Pour revenir à la séance de ce vendredi, le CAC 40 a pu être soutenu par le léger rebond de Wall Street, qui avait souffert la veille. Peu avant la clôture européenne, le Nasdaq prenait 0,4% et le S&P 500 reculait de 0,3%. Les deux indices avaient perdu respectivement 2,8% et 1,6%, jeudi.

Saint-Gobain se distingue

L'indice PCE, un indicateur alternatif de l'inflation qui est privilégié par la Réserve fédérale américaine (Fed), a atterri pile en ligne avec les attentes. L'indice hors prix de l'énergie et alimentaires a progressé de 2,6% sur un an en janvier.
Le taux d'inflation "est encore trop élevé au goût de la Fed et, compte tenu de l'accumulation des mesures douanières inflationnistes, nous maintenons notre opinion selon laquelle les baisses de taux ne sont pas à l'ordre du jour cette année", tranche Capital Economics.
Les marchés ont décortiqué une flopée de résultats d'entreprises. Saint-Gobain s'en est tiré haut la main, prenant 1,9% après avoir livré ses comptes et indiqué viser une marge d'exploitation d'au moins 11% en 2025.
On n'en dira pas autant de Teleperformance, qui a chuté de 7,5% alors que la société a annoncé des objectifs lestés par la perte d'un important contrat.
Les équipementiers Forvia et Valeo ont perdu respectivement 22,6% et 11,2%, lestés par des craintes sur leur trajectoire de désendettement. Nexity a dévissé de 20% alors qu'Alphavalue redoute que la reprise du groupe en 2025 ne soit que "progressive".
Sur les autres marchés, l'euro prend 0,07% face au dollar à 1,0406 dollar. Le pétrole recule. Le contrat de mai sur le Brent de mer du Nord perd 1% à 72,84 dollars le baril tandis que celui d'avril sur le WTI coté à New York cède 0,8% à 69,77 dollars le baril.

TOUJOURS ROBUSTE

L'économie suisse sous pression

Les perspectives pour l'économie suisse sont sous pression mais restent robustes, selon le baromètre conjoncturel du KOF publié vendredi, qui note cependant une détérioration dans la chimie et la pharmacie, le premier secteur d'exportation du pays alpin.

En février, ce baromètre qui permet de traquer la tendance à court terme pour le produit intérieur brut (PIB) de la Suisse, a reculé de 1,3 point pour revenir à 101,7 points, après une embellie en janvier, a indiqué dans un communiqué le centre de recherches conjoncturelles de l'école polytechnique fédérale qui le calcule tous les mois.
Il reste cependant au-dessus du seuil des 100 points, qui marque le seuil de croissance pour l'économie helvétique. "La conjoncture suisse ressent des vents contraires mais affiche des perspectives robustes", estiment donc les chercheurs de cet institut.
Les différents sous-indicateurs dans la production "sont tous sous pression à l'exception du secteur de la construction", notent-ils, au regard de "mauvaises perspectives" quant à la situation générale des affaires. Les indicateurs concernant les carnets de commandes et les exportations sont en revanche plus favorables, selon eux. Les sous-indicateurs pour l'industrie électrique et le secteur de la métallurgie "affichent à nouveau des perspectives positives", selon leurs relevés.
Par contre, ils sont "particulièrement en baisse" dans la chimie et la pharmacie ainsi que dans la construction mécanique et secteurs liés à la construction automobile.
L'an passé, les commandes dans l'industrie helvétique ont quasi-stagné par rapport à leur niveau de 2023, face à une baisse de la demande en provenance notamment d'Allemagne, le premier partenaire commercial de la Suisse en Europe.
En 2024, les exportations du secteur de la chimie et de la pharmacie ont progressé de 10% par rapport à l'année précédente, selon l'office fédéral de la douane. Mais celles des machines et équipements électriques, le deuxième secteur d'exportation de la Suisse, ont reculé de 2,6% tandis que celles liées au travail des métaux ont chuté de 6,2%.

ETATS-UNIS

Un indice majeur d'inflation ralentit sur un an à +2,5%

L'inflation a ralenti en janvier aux Etats-Unis, à +2,5% sur un an contre 2,6% un mois plus tôt, dans la lignée des attentes et après plusieurs accélérations consécutives, selon l'indice officiel PCE publié vendredi. Sur un mois, le rythme de l'inflation est resté inchangé, à +0,3%, selon cet indice publié par le ministère du Commerce.
Ce ralentissement - sur un an et sur un mois - était attendu par les analystes, d'après le consensus publié par MarketWatch.com.
Cette donnée marque un infléchissement d'une tendance à l'accélération depuis octobre de cet indice, privilégié par la Réserve fédérale (Fed) américaine pour conduire sa politique monétaire.
La banque centrale de la première économie mondiale vise une inflation de 2%.
Surtout, cette publication contre-balance un autre indicateur d'inflation, l'indice PCI, qui avait accéléré pour le quatrième mois d'affilée en janvier, alors que les analystes s'attendaient à un ralentissement.
L'indice PCE sous-jacent, c'est-à-dire excluant les prix volatils de l'énergie et de l'alimentation, a aussi nettement ralenti sur un an (+2,6% contre +2,9% en décembre)

ALLEMAGNE

L'inflation stable en février, à 2,3% sur un an

L'inflation en Allemagne est restée stable en février, à 2,3%, selon des chiffres provisoires publiés vendredi, une semaine avant une nouvelle réunion de la Banque Centrale Européenne qui pourrait de nouveau baisser ses taux d'intérêts. Cette hausse des prix à la consommation, calculée par l'institut Destatis, est similaire à celle de janvier. Elle est en ligne avec les prévisions de la plateforme financière Factset. Elle marque une stabilisation de l'inflation après trois mois de remontée entre octobre et décembre dans la première économie européenne. En rythme mensuel, les prix à la consommation ont augmenté de 0,4% entre janvier et février. L'inflation sous-jacente, qui exclut les biens de consommation et de l'énergie, a freiné à 2,6% sur un an, soit 0,3 point de moins qu'en janvier. Dans le détail, la hausse des prix des biens de consommation s'est élevée à 2,4% sur un an, une forte accélération comparé à janvier, où elle n'était que de 0,8%. La hausse des prix dans les services, qui tire normalement l'indicateur à la hausse, a en revanche ralenti à 3,8% sur un an en février, contre 4,0% le mois précédent. Une "bonne nouvelle" qui devrait se poursuivre les prochains mois, selon un analyste, "car la pression des salaires exercée sur les coûts s'atténue". Particulièrement volatils dernièrement, les prix de l'énergie resteront "l'un des principaux moteurs de l'inflation globale" en Allemagne ces prochains mois, avertit un autre analyste. L'indice harmonisé des prix, scruté par la BCE, est stable à 2,8% sur un an.
Lors de sa prochaine réunion monétaire jeudi, la Banque centrale européenne devrait de nouveau baisser ses taux d'intérêt mais elle commence à réfléchir au ralentissement voire à l'arrêt de son cycle d'assouplissement entamé en juin.

CANADA

Croissance du PIB plus forte qu'attendu au 4e trimestre, à 2,6%

Le Canada a enregistré au 4e trimestre une croissance de 2,6% de son PIB, dépassant les attentes des analystes, a annoncé vendredi l'agence statistique nationale, mais les conséquences d'une possible hausse des droits de douane suscite de l'incertitude.
Les dépenses des ménages, les investissements des entreprises et les exportations ont stimulé cette croissance, a précisé Statistique Canada dans un communiqué.
La construction résidentielle a également affiché sa plus forte croissance en plus d'un an.
Cette progression a toutefois été freinée par une réduction généralisée des stocks non agricoles, "les secteurs de la fabrication, du commerce de gros et du commerce de détail ayant enregistré des diminutions notables", a noté l'organisme.
Au troisième trimestre, la croissance s'était élevée à 2,2% - révisée en hausse vendredi par rapport à une première estimation de 1%.
L'économie canadienne a "montré quelques signes de vie" au cours du dernier trimestre 2024, a commenté un économiste.
Mais l'imposition de droits de douane importants et généralisés sur les produits canadiens, comme le menace le président américain Donald Trump dès mardi prochain, "pourrait facilement étouffer la croissance" et le premier trimestre 2025 "verra probablement un ralentissement des dépenses d'investissement en raison des incertitudes", a-t-il ajouté.

PORTUGAL

PIB en hausse de 1,9% en 2024

Le produit intérieur brut (PIB) du Portugal a progressé de 1,9% sur l'ensemble de l'année 2024 après une hausse de 2,6% l'année précédente, selon une estimation publiée vendredi par l'Institut national des statistiques (Ine). Cette estimation annuelle est légèrement supérieure aux prévisions du gouvernement et de la Banque du Portugal, qui tablaient sur une croissance de 1,8% et de 1,7% respectivement.
La croissance a été soutenue par la demande intérieure qui "a apporté une contribution positive à la variation annuelle du PIB, supérieure à celle de l'année précédente", souligne l'Ine qui a revu en hausse la croissance pour 2023 à 2,6% après avoir "incorporé de nouvelles informations".
L'office des statistiques a confirmé une hausse du PIB de 1,5% au quatrième trimestre 2024 par rapport au trimestre précédent, après une augmentation de 0,2% au 3e trimestre. Pour cette année, le gouvernement portugais s'attend à une croissance de 2,1%, selon le projet de budget de l'Etat pour 2025. De son côté, la Banque du Portugal prévoit une hausse du PIB de 2,2% cette année et l'année prochaine

ARGENTINE

Javier Milei déréglemente les droits d'auteur

Le gouvernement argentin de l'ultralibéral Javier Milei a annoncé la déréglementation des droits d'auteur, qui ne seront plus gérés exclusivement par des organismes collectifs représentant écrivains, compositeurs et interprètes, au nom de l'élimination des «intermédiaires». Jusqu'à présent, cinq sociétés dites «de gestion collective» (SGC) étaient seules habilitées à gérer la collecte de droits d'auteur et fixer les tarifs, selon le métier considéré: musicien, scénariste, acteur, réalisateur, écrivain.
Le décret, publié jeudi au Journal officiel, permet aux artistes de conclure des accords particuliers sans intervention des SGC, en «collectant eux-mêmes leurs droits et fixant le tarif avec l'utilisateur», a défendu le ministre de la Déréglementation et Transformation de l'Etat, Federico Sturzenegger, saluant une «liberté retrouvée» des auteurs. Le décret, s'il ne supprime pas les SGC existantes, permet la création de nouvelles, et à tout un chacun de proposer des services de gestion de droits d'auteur, au nom de la «concurrence» et pour éviter des «monopoles» culturels.

«Beaucoup plus d'activité»

Argentores, la société des auteurs argentins, a dénoncé le décret et réaffirmé dans un communiqué «l'importance de la gestion collective des droits». «L'action mutuelle menée par ces entités (SGC), qui ne reçoivent pas un centime de l'État, est fondamentale pour rendre efficace la défense des droits d'auteur. Mettre en danger cette fonction sociale, c'est s'attaquer aux moyens de subsistance des créateurs», dénonce l'association.
Mais des voix du monde des arts et du spectacle ont aussi salué la mesure, tel l'homme d'affaires et producteur de concerts Daniel Grinbank. Bien que «pas en phase avec ce gouvernement», il estime dans le journal La Nacion que les SGC s'étaient au fil du temps «transformées en une élite bureaucrate» et «parmi les plus chères du monde» dans leur genre. Avec une liberté de négociation accrue des artistes, il a prédit «beaucoup plus d'activité dans tous les domaines».

Électrique ou pas, Toyota a-t-il de la peine à choisir ?

Toyota, qui s'apprête à dévoiler un nouveau modèle électrique en Europe, prend la voie de l'électrification avec grande prudence. Mais le géant japonais continue aussi de miser sur le thermique… et un peu sur l'hydrogène.
Toyota entre dans une période décisive, puisque la fin de l'hiver est synonyme pour le constructeur de présentation d'un nouveau plan produit. Nous y découvrirons notamment le tout prochain modèle électrique annoncé, qui semble ressembler à un croisement entre une berline et un crossover. Mais Toyota, à l'inverse de bon nombre d'autres grands groupes mondiaux, ne semble toujours pas s'être décidé sur le choix de motorisation.
Des pistons qui descendent et qui montent, des batteries qui chargent et déchargent des électrons ou encore des ravitaillements d'hydrogène (comme sur ce concept de Toyota Yaris), Toyota donne l'impression de vouloir jouer sur tous les tableaux, pour n'en manquer aucun. D'aucuns diront que cette stratégie prudente, qui consiste à ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier, pourrait conduire Toyota à perdre tous ses œufs. D'autres estiment que c'est la bonne stratégie, notamment sur un marché mondial très complexe, entre les réglementations et les besoins des clients qui varient fortement d'un continent à l'autre.

Pas de date de fin pour le moteur thermique

Lors d'une conférence donnée en Allemagne, en présence notamment de nos confrères d'Automobilwoche, le directeur commercial de Toyota sur le premier marché automobile d'Europe est revenu sur la politique à moyen terme au sein du groupe. “Il serait dommageable que les gens soient poussés à acheter des véhicules électriques, puis déçus, et reviennent aux moteurs à combustion”, estime André Schmidt, qui précise que, chez Toyota, il n'y a “pas de date de fin du moteur thermique”. Malheureusement, à l'heure actuelle, aucune technologie n'a démontré son potentiel de réduction du CO2 avec un moteur à combustion fonctionnant au carburant pétrolier ou même de synthèse. Ces derniers seraient réellement efficaces avec une captation du CO2 et/ou une production 100% verte, mais nous sommes encore très loin d'une production à grande échelle. D'autant plus que d'autres secteurs ont un besoin plus urgent de ces carburants du futur.
Toujours est-il que Toyota, grand spécialiste de l'hybride et désormais parieur sur l'hydrogène, a choisi de ne pas trop oublier l'électrique à batterie, qui représentera une nouvelle offensive en Europe, Urban Cruiser en tête. “Nous ne sommes pas en retard sur les BEV (véhicules électriques à batterie), mais juste à temps”, commente André Schmidt. Un changement de paradigme, alors que Toyota avait été très en avance sur l'hybridation dès la fin des années 1990.

ÇA EXISTE ENCORE AU JAPON

Une voiture familiale neuve à 10 000€

Vous trouvez que la Dacia Sandero est devenue trop chère ? En comparaison du prix de la Toyota Corolla Axio réservée au marché japonais, la Roumaine est effectivement hors de prix.

12 990€. Voilà le prix de base de la Dacia Sandero chez nous (avec un tout petit moteur essence de 65 chevaux et sans la climatisation), modèle le moins cher du marché neuf actuel. La citadine roumaine a dépassé depuis longtemps la barre des 10 000€ chez nous et coûte désormais plus de 15 000€ quand on la choisit avec un bon niveau d'équipement à bord et un moteur de 100 chevaux compatible GPL.
Au Japon, il existe toujours une auto sensiblement moins chère que cette Dacia Sandero. Une auto non commercialisée chez nous puisqu'il s'agit de la Toyota Corolla Axio, différente de la Corolla européenne et limitée au seul marché japonais avec un faible niveau de production (1000 ventes par mois comme objectif dans un pays de 124 millions d'habitants).

A peine plus de 10 000€ !

Mesurant 4,4 mètres dans sa version berline tricorps et également disponible en brak, la Corolla Axio dispose d'un petit moteur essence de 1,3 litre développant 95 chevaux dans sa version de base et peut aussi s'équiper d'un moteur

de 1,5 litre. Son prix de base au Japon ? 1,639,600 yen pour la berline, soit l'équivalent de 10 437€ seulement !
Certes, on parle ici d'un modèle à la présentation intérieure basique et au design extérieur franchement ennuyeux.
Mais il s'agit tout de même d'une voiture compacte, un peu à la façon de la Fiat Tipo européenne, offrant des prestations suffisantes sur le papier pour une véritable utilisation familiale. Avec une mécanique qu'on imagine fiable et même la possibilité d'opter pour une transmission automatique (sous la forme d'une CVT), c'est théoriquement la voiture parfaite pour ceux qui veulent investir le moins d'argent possible dans leur véhicule.
Chez nous, la Corolla démarre à 33 750€ et bénéficie d'une technologie beaucoup plus moderne.

Audi Brussels a définitivement fermé

C'était évidemment dans l'air depuis plusieurs mois, avec des menaces qui planaient depuis des années; ce 27 février dernier, Audi Brussels fermait définitivement ses portes. Avec à la clé, ces images bouleversantes d'employés venant à la hâte rechercher leurs affaires personnelles, dans d'immenses halls vides. Seules quelques carrosseries nues et vite compressées, destinées à la ferraille, rappelaient qu'on y assemblait jusqu'il y a peu des... voitures.
En fermant ces portes, Audi clôt une belle histoire entamée en 1948, quand Pierre D'Ieteren posa la première pierre, c'était le 27 septembre, d'une usine Studebaker à Forest: les «Anciens Établissements D'Ieteren Frères» étaient nés. La première voiture sortira de chaîne le 7 avril 1949. L'histoire est en marche.
En 1954, le site bruxellois entame l'assemblage de Coccinelle pour le compte de Volkswagen, au rythme de 75 voitures par jour. Le VW Transporter y sera également produit en 1954, ainsi que la Packard en 1955, la Karmann Ghia en 1957 et la Porsche 356 en 1961. Fin 1970, la famille D'Ieteren cède le lieu à Volkswagen AG: le site devient officiellement «Volkswagen Bruxelles S.A.» La même année, débute l'assemblage de la Passat.
Dès 1980, Bruxelles reçoit cette fois la construction de la Golf, de l'Iltis et même de la Golf Rallye en 1987. Suivront les Seat Toledo et VW Lupo en 2001, l'Audi A3 entre 2004 et 2009 et la Polo en 2006. Volkswagen cèdera ensuite le site à Audi en 2007, qui commence à y assembler l'A3 Sportback, l'A1 en 2010 et la S1 en 2014.
On ne le sait pas encore, mais l'année 2018 sera le premier clou dans le cercueil d'Audi Brussels qui se voit attribuer la production du gros SUV électrique e-tron, devenu par la suite Q8. Pour ce faire, l'usine se transforme aussi en site d'assemblage de batteries ultramoderne. On croit encore alors au progrès et au rôle central d'Audi Brussels pour les Allemands. D'ailleurs, en 2023 l'usine se prépare à recevoir le Q4. C'est au contraire le début de la chute; en 2006, Volkswagen Bruxelles sortait près de 180.000 voitures. En 2024, Audi Brussels en a sorti... environ 22.000!
Triste fin pour un ancien fleuron, qui s'inscrit dans la lignée des fermetures de British Leyland à Seneffe (1981), Renault Vilvoorde (1997), Opel Anvers (2010), Ford Genk (2014),... Autrefois championne du monde de la production automobile par tête d'habitants, la Belgique a disparu de la carte... Reste Volvo Gand. Pour l'instant.

OpenAI libère son agent Deep Research

La compétition est trop intense pour traîner et tergiverser. Quelques semaines après son annonce, OpenAI officialise son agent « Deep Research » à tous ses abonnés payants, et, oui, y compris en Europe.

Le 3 février dernier, OpenAI levait le voile sur Deep Research, son nouvel agent IA de recherche avancée pour explorer, analyser et synthétiser des centaines de sites et ressources en ligne afin de faire le tour d'une question et de produire un rapport complet et référencé.
Mais l'outil était jusqu'ici réservé aux abonnés américains à la très coûteuse version « ChatGPT Pro » (200 dollars par mois).
L'attente pour qu'un plus grand nombre d'utilisateurs puisse en bénéficier aura finalement été très courte. Dès ce matin, les utilisateurs de ChatGPT Plus et ChatGPT Team – même en Europe – ont découvert un nouveau bouton apparu comme par magie : « Recherche approfondie » en Français, « Deep Research » en anglais. OpenAI officialise ainsi sa fonctionnalité « Deep Research » et la rend accessible à l'ensemble de ses abonnés payants aux formules Plus, Team, Enterprise et Edu, avec toutefois des limitations d'utilisation. Deep Research, animé par le modèle IA à raisonnement o3-mini d'OpenAI, permet de générer des rapports de recherche détaillés en analysant et synthétisant des centaines de sources en ligne. OpenAI affirme que cette fonctionnalité peut effectuer le travail d'un analyste de recherche expérimenté, en produisant des rapports complets en 5 à 30 minutes selon la complexité de la requête. La force de cet outil réside dans sa capacité à fournir des résultats accompagnés de citations claires, de liens web et d'images intégrées, offrant ainsi un contenu bien documenté et facilement vérifiable.

Pour tous, mais avec des limitations d'usage

Le déploiement s'accompagne toutefois de limitations significatives :
– Les abonnés ChatGPT Plus, Team, Enterprise et Edu sont limités à 10 requêtes de recherche approfondie par mois.
– Les utilisateurs de ChatGPT Pro (abonnement à 200$/mois) bénéficient désormais de 120 requêtes mensuelles, contre 100 lors du lancement initial.
– OpenAI prévoit d'étendre cette fonctionnalité aux utilisateurs gratuits à l'avenir, sans préciser de calendrier.

Depuis son lancement, OpenAI a apporté plusieurs améliorations à Deep Research, notamment une meilleure compréhension et référencement des fichiers téléchargés par les utilisateurs.
La solution reste imparfaite bien entendu et OpenAI a publié une « System Card » pour son agent avec une analyse de risques qui le place à un score « moyen » dans les différents axes évalués. Dit autrement, les entreprises devront se méfier des rapports ainsi réalisés et devront continuer d'explorer les différentes sources mises en évidence pour contrôler la véracité non seulement des informations mais plus encore des déductions et autres analyses proférées par l'IA.
On y découvre au passage que la « recherche approfondie » peut lire et analyser des fichiers, ainsi que rédiger et exécuter du code Python.

Comment utiliser Deep Research ?

L'utilisation de Deep Research est légèrement différente de l'interrogation classique de ChatGPT. Il faut pour l'instant passer par la version Web de ChatGPT (la fonctionnalité arrivera dans les semaines à venir sur mobiles et Desktop). Il faut ensuite formuler une requête, un prompt, qui réclame l'analyse et la combinaison de nombreuses sources tout en adjoignant d'éventuels fichiers complémentaires. Il arrive fréquemment qu'avant de lancer la recherche, ChatGPT vous demande plusieurs précisions à intégrer au prompt avant qu'il n'exécute réellement la demande. Puis, avant de lancer le processus, il faut sélectionner l'option « Recherche approfondie / Deep Research » qui apparaît dans le compositeur de prompts, quel que soit le modèle sélectionné. Une fois lancé, il va vous falloir patienter entre 5 et 30 minutes avant d'obtenir votre rapport. Une barre de progression apparaît pendant le processus, ainsi qu'un panneau latéral résumant les étapes entreprises et les sources utilisées. Une notification est envoyée à l'utilisateur une fois le rapport prêt.
Dans les prochaines semaines, ChatGPT prévoit d'intégrer des images, des visualisations de données et d'autres éléments analytiques dans ces rapports. À plus long terme, les utilisateurs pourront se connecter à des sources de données spécialisées pour obtenir des résultats encore plus précis et personnalisés.
Cette évolution s'inscrit dans une course technologique plus large : Google propose déjà une fonctionnalité similaire pour les utilisateurs de Gemini Advanced, tandis que Perplexity développe également des outils comparables et que xAI a déjà annoncé une telle fonctionnalité pour Grok 3. Les startups de l'IA espèrent que ces capacités de recherche avancée justifieront le coût élevé de leurs abonnements premium.

Au Japon, des robots alimentés par l'IA pour prendre soin des séniors

Au Japon, les initiatives se multiplient pour déployer des robots au chevet des personnes âgées. L'enjeu est de taille, le Pays du Soleil levant manquant cruellement de main-d'œuvre dans le secteur de la santé.
Les chiffres font froid dans le dos. Le Japon est le pays avec la population la plus vieillissante au monde, avec un taux de natalité en baisse depuis 9 ans. En 2024, 720 988 naissances ont été recensées dans le pays, soit 5 % en moins que l'année dernière.
Une situation qui se répercute automatiquement sur la main-d'œuvre, tous les membres de la génération des baby-boomers nés entre 1947 et 1949 ayant dépassé les 75 ans. En décembre 2024, il y avait seulement 1 candidat pour 4,25 postes dans le secteur des soins aux personnes âgées.

Un humanoïde capable de manipuler les patients

Dans ce contexte, la robotique et l'intelligence artificielle (IA) sont considérées comme des options viables pour pallier la pénurie de travailleurs. L'humanoïde AIREC, spécialement conçu pour s'occuper des séniors, en est le parfait exemple. Son prototype est en effet capable d'aider à changer la position d'un patient, par exemple pour changer une couche ou prévenir les escarres.
Le robot peut aussi assister une personne pour s'asseoir ou enfiler ses chaussettes. Et de surcroît, il a la capacité de réaliser certaines tâches domestiques comme cuisiner des œufs ou plier du linge.
D'autres dispositifs, toujours au Japon, ont été spécialement conçus pour les domaines du soin et de la santé. Par exemple, un robot interactif qui chante des chansons et guide les résidents d'une maison de retraite dans des exercices d'étirement, ou un capteur placé sous les matelas pour surveiller les conditions de sommeil, réduisant ainsi la charge des soignants de nuit.

D'importants progrès dans le domaine des robots humanoïdes

Ces derniers temps, la recherche dans le secteur des robots humanoïdes a fait un important bond en avant, notamment grâce à l'essor de l'intelligence artificielle générative. Mais le développement de machines spécifiquement dédiées à la prise en charge de patients est encore plus complexe. Des robots comme Figure 02 ou Optimus sont en mesure de réaliser quelques tâches domestiques, mais manipuler une personne relève d'un champ technique extrêmement plus sophistiqué.

« Si nous disposons de robots dotés d'IA capables d'appréhender les conditions de vie et les caractéristiques personnelles de chaque personne soignée, il se peut qu'ils puissent à l'avenir dispenser directement des soins infirmiers », explique Takaki Ito, aide-soignant au Japon.
« Mais je ne pense pas que les robots puissent tout comprendre des soins infirmiers. J'espère que les robots et les humains travailleront ensemble pour améliorer les soins infirmiers », poursuit-il. Un constat qui offre un aperçu de l'avenir du monde du travail, dans lequel de plus en plus de robots devraient prendre le relais pour réaliser les tâches difficiles et faire face aux pénuries de main-d'œuvre.
AIREC devrait être intégré dans les établissements de soins d'ici à 2030 malgré un coût élevé de 67 000 dollars.

AVEC GPT-4.5

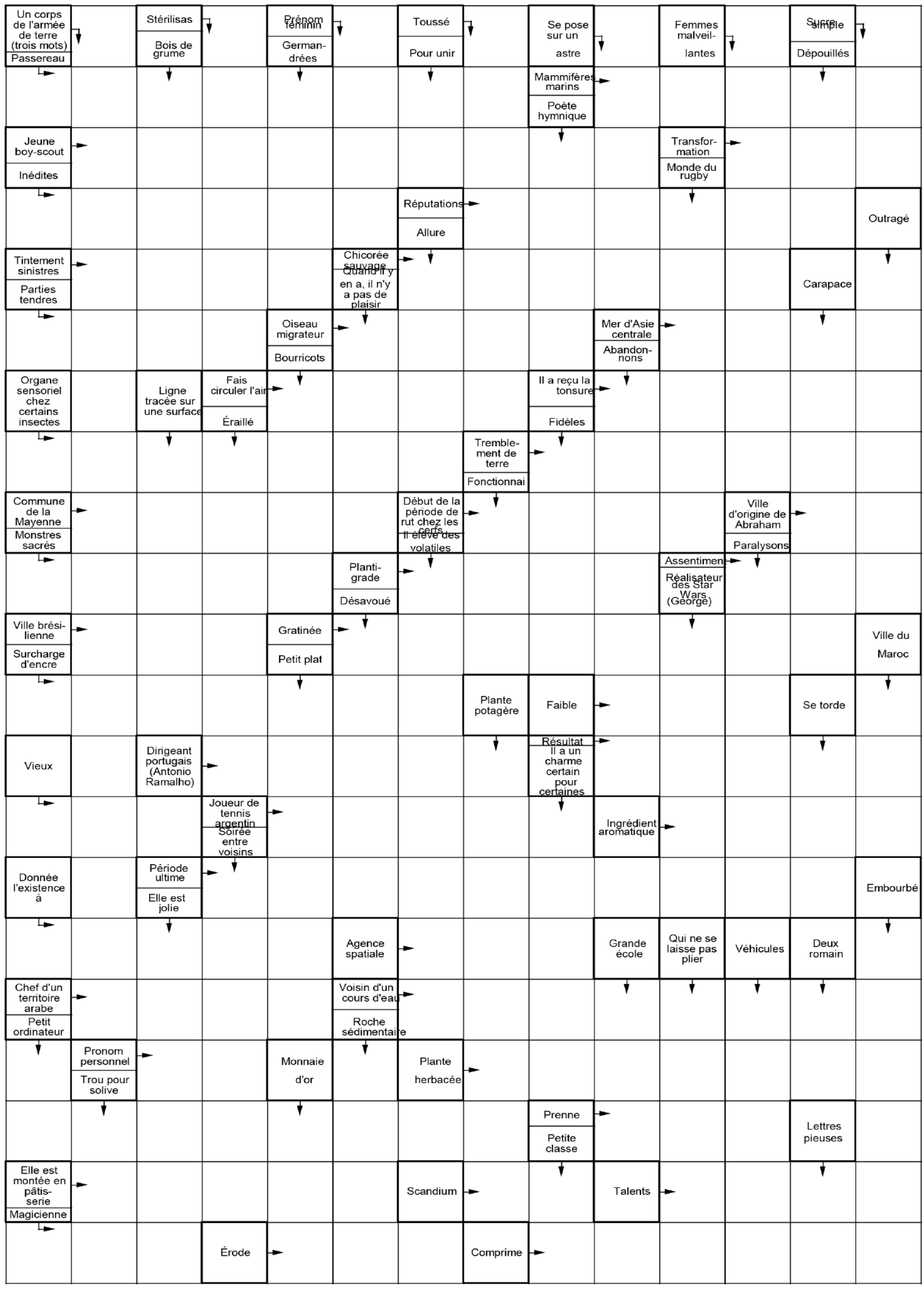
OpenAI persiste sur les très grands LLM

OpenAI a présenté GPT-4.5, une évolution de son LLM qui sert de base à ChatGPT. Plus gros et plus coûteux à préentraîner, ce modèle revendique de meilleures performances et une plus grande précision sur certaines tâches. Sous la pression de l'ascension fulgurante de Deepseek, OpenAI avait au début du mois février évoqué le lancement d'une version intermédiaire pour son LLM GPT motorisant son assistant ChatGPT avant la présentation cette année de la version 5. C'est aujourd'hui chose faite avec l'annonce de GPT-4.5. Connu sous le nom de code Orion, il est actuellement le plus grand modèle du fournisseur. Une annonce suivie de près par les analystes qui s'interrogent sur la viabilité des grands modèles de langage par rapport aux modèles plus petits et à moindre coût affichant des bonnes performances sur certaines tâches.
Dans le cadre de GPT-4.5, OpenAI reprend les recettes de formation de ses prédécesseurs avec une phase d'apprentissage non supervisé et du renforcement par l'humain. La société a indiqué avoir investi beaucoup dans les capacités de calcul au point que Sam Altman, CEO d'OpenAI a indiqué sur Twitter : « Nous nous sommes beaucoup développés et nous n'avons plus de GPU ». Une raison pour laquelle, GPT-4.5 est dans un premier temps réservé aux abonnés de la formule à 200$ HT par mois. Les clients ChatGPT Plus et Team devraient y avoir accès dans le courant de la semaine prochaine, le temps de rajouter « des dizaines de milliers de GPU », assure Sam Altman. Pour les utilisateurs passant par l'API, le fournisseur facture 75$ HT pour chaque million de jetons d'entrée (environ 750 000 mots) et 150$ pour chaque million de jetons de sortie. À titre de comparaison, GPT-4o ne coûte que 2,50$ par million de jetons d'entrée et 10$ par million de jetons de sortie.

Des performances au rendez-vous sur certaines tâches

A ce prix-là, la performance est-elle au rendez-vous ? Dans son tweet, le dirigeant clarifie un point : « GPT-4.5 n'est pas un modèle de raisonnement » au même titre que GPT-4o. Cependant, la grande taille du modèle lui donne un avantage sur des tâches nécessitant de la connaissance. Ainsi sur des questions factuelles simples, GPT-4.5 surpasse GPT-4o et les modèles de raisonnement d'OpenAI, o1 et o3-mini, en termes de précision. La société souligne aussi que son dernier modèle hallucine moins souvent. Multimodal, il est capable de travailler sur des fichiers et des images, mais pas sur la voix ou la vidéo. S'il n'est pas doté de capacité de raisonnement, GPT-4.5 est cependant capable de traiter certaines tâches complexes. Dans certains tests, il égale ou surpasse les autres modèles sans raisonnement. OpenAI souligne dans son blog que le modèle est performant sur la capacité à comprendre l'intention humaine, un élément que les tests ont du mal à évaluer. Il répond sur un ton plus chaleureux et plus naturel et obtient de bons résultats dans des tâches créatives telles que l'écriture et la conception. Il n'en demeure pas moins que sur d'autres tests, les LLM de raisonnement dépassent les capacités des modèles de connaissance. Une réalité qui fait dire à OpenAI, « le raisonnement sera une capacité essentielle des futurs modèles et que les deux approches de la mise à l'échelle - le préapprentissage et le raisonnement - se complèteront ».

Mots fléchés



Les Enjeux Eco
Quotidien national de l'économie
Lundi 3 mars 2025 http:www.lesenjeuxeco.dz

M. Attaf reçoit un appel téléphonique de son homologue saoudien

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a reçu dimanche un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères du Royaume d'Arabie Saoudite, le Prince Faisal bin Farhan Al Saud, indique un communiqué du ministère. Selon la même source, les deux parties ont évoqué les développements de la cause palestinienne en prévision de la tenue mardi d'un sommet arabe d'urgence, en sus de la réunion extraordinaire du Conseil des ministres des affaires étrangères des pays membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), prévue vendredi prochain.

COOPÉRATION

Boughali transmet les félicitations du Président de la République au Président de l'Uruguay

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, a transmis les félicitations et salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au Président élu de l'Uruguay, M. Yamandu Orsi, à l'occasion de son investiture, réaffirmant la volonté de l'Algérie de renforcer sa coopération avec l'Uruguay, a indiqué, dimanche, un communiqué de l'APN. "Lors de sa participation, en qualité de représentant du président de la République à la cérémonie d'investiture du président élu de l'Uruguay, qui a eu lieu samedi à Montevideo, M. Boughali a transmis les félicitations et salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune au président Yamandu Orsi, lui souhaitant plein succès dans l'accomplissement de ses nouvelles fonctions et réaffirmant la volonté de l'Algérie de promouvoir la coopération avec l'Uruguay et de renforcer les liens historiques entre les deux pays et les deux peuples amis". De son côté, le Président Yamandu Orsi s'est dit "très reconnaissant pour la participation de l'Algérie à la cérémonie de son investiture avec une délégation de haut niveau", soulignant sa volonté de poursuivre la coopération et la coordination avec l'Algérie dans divers domaines et dans les fora internationaux". La cérémonie d'investiture s'est déroulée au siège de l'Assemblée législative, où le président élu a prêté serment en présence de chefs d'Etat et de hauts responsables, dont le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), M. Brahim Ghali, ainsi que des représentants de 65 Etats ayant participé à cet événement important, selon la même source.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

15 morts et 187 blessés en 24 heures

Quinze (15) personnes sont décédées et 187 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés durant les dernières 24 heures à travers le pays, selon un bilan rendu public dimanche par les services de la Protection civile. Le bilan le plu lourd a été enregistré au niveau de la wilaya de Tébessa où quatre personnes sont mortes et trois autres ont été blessées, dans deux accidents distincts. Trois autres personnes sont décédées et une autre a été blessée, suite à une collision entre un véhicule léger et un camion semi-remorque au niveau de l'autoroute est-ouest, au lieu-dit Bouguitoune, dans la commune d'Oued Djer, wilaya de Blida, précise la même source. Par ailleurs, les équipes de secours de la Protection civile ont prodigué des soins de première urgence à 9 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'appareils de chauffages et chauffe-bains à l'intérieur de leurs domiciles respectifs à Naâma et Alger.

JOURNÉE AFRICAINE DE L'ALIMENTATION SCOLAIRE 2025

Le ministre de l'Éducation met en avant les réalisations de l'Algérie

Le ministre de l'Education nationale, Mohammed Seghir Sadaoui, a participé par visioconférence à la 10e édition de la Journée africaine de l'alimentation scolaire 2025, abritée par la République Centrafricaine sous le thème "Une décennie de l'alimentation scolaire: célébrons le passé, sécurisons un futur juste", a indiqué, dimanche, un communiqué du ministère.

Dans son allocution à cette occasion, M. Sadaoui a affirmé que "l'adhésion de l'Algérie et son engagement à soutenir et à renforcer les mécanismes politiques arrêtées par la commission de l'Union africaine (UA) pour promouvoir l'alimentation scolaire en perspective d'un développement durable de l'Afrique émane du grand intérêt que l'Etat algérien accorde à l'alimentation scolaire et sa disposition à partager son expérience dans ce domaine". Il a également souligné que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune tient à ce que les cantines scolaires soient bien prises en charge, vu leur rôle essentiel pour garantir un climat scolaire sain. Le ministre a rappelé, dans ce contexte, que le président de la République "a ordonné la création de l'Office national des cantines scolaires, dont la mission consiste à assurer la gestion, la maintenance des équipements et l'hygiène des cantines scolaires, ainsi que leur approvisionnement en produits alimentaires afin de garantir des repas sains, chauds et équilibrés aux élèves". M. Sadaoui a mis en avant "l'extrême importance que l'Algérie accorde à l'alimentation scolaire en assurant les cantines dans tous les établissements d'éducation et d'enseignement, notamment au primaire", ajoutant que l'alimentation scolaire "complète l'action éducative et reste un facteur de stabilité pour les élèves", qui vise à garantir l'équité et l'égalité des chances entre tous les élèves, à améliorer les conditions de scolarité et à lutter contre le décrochage scolaire, en particulier dans les régions enclavées, outre son rôle essentiel dans l'amélioration des performances scolaires et l'enseignement des principes d'une alimentation saine et équilibrée aux élèves. Le ministre a précisé que l'Algérie compte "17.547 cantines scolaires au niveau de l'enseignement primaire, fournissant des repas gratuits à 5.001.248 élèves", ajoutant que "1.130.850 élèves du cycle moyen et 643.512 élèves du secondaire bénéficient également d'une restauration gratuite". Le ministre a, enfin, affirmé que "l'Algérie tend à activer les mécanismes de solidarité africaine en vue de renforcer le développement économique et social du continent, ce qui se traduit par les nombreux investissements lancés par notre pays dans différents domaines, au profit de projets de développement en Afrique, contribuant ainsi à la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) sur le continent africain". Il convient de noter que l'ouverture des travaux de cette édition a été présidée, samedi dernier, par le président de la République centrafricaine, en présence de ministres des pays membres de l'Union africaine, en présentiel et à distance, ainsi que du représentant du président de la Commission de l'Union africaine, du commissaire chargé de l'éducation, des sciences, de la technologie et de l'innovation, et de plusieurs personnalités issues d'organisations internationales et régionales, selon la même source.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

L'Afrique dépassera le seuil de 1,5 °C d'ici 2050

L'Afrique se réchauffe à un rythme plus rapide que le reste du monde, alerte le rapport. Bien que responsable de seulement 3,8 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, le continent risque fort de subir de plein fouet les effets des événements climatiques extrêmes, impactant sévèrement l'agriculture.

Le réchauffement climatique devrait franchir la barre de +1,5 °C par rapport à l'ère préindustrielle en Afrique, d'ici 2050, soit un seuil supérieur à l'objectif le plus ambitieux de l'Accord de Paris sur le climat. Ce constat est issu d'un rapport publié le 25 février 2025 par le Centre international pour l'agriculture et les sciences biologiques (CABI), une organisation intergouvernementale dédiée aux problèmes agricoles et environnementaux. Intitulé « Developing just transition pathways for Africa's agriculture towards low emission and climate resilient development under a 1.5°C global warming », le rapport rappelle que l'Accord de Paris, qui a été signé en 2015, préconise de contenir « l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2 °C […], en poursuivant l'action menée pour limiter la hausse de la température à 1,5 °C d'ici à la fin du siècle en cours ».

CNR

Les bénéficiaires de pensions et d'allocations de retraite nés en mars appelés à renouveler leurs documents

La Caisse nationale des retraites (CNR) a invité les bénéficiaires de pensions et d'allocations nés au mois de mars à renouveler leurs documents durant ce mois et à utiliser l'application mobile "Retraite Dz" pour effectuer l'opération à distance, indique dimanche un communiqué de la CNR. La CNR a invité ainsi les bénéficiaires de pensions et d'allocations de retraite, nés en mars, à "renouveler leurs documents justificatifs durant le mois de mars 2025, les appelant , en outre, à effectuer cette démarche via l'application mobile +Retraite Dz+ qui permet un renouvellement simple et rapide, sans avoir à se déplacer aux agences locales", précise le communiqué. Concernant la retraite directe, "la reconnaissance faciale +R-Face+ sera utilisée pour confirmer que le bénéficiaire est bien en vie. Quant aux bénéficiaires de la pension de réversion, ils doivent s'identifier via la même technique avant de scanner directement les documents requis via l'appareil photo de leur téléphone. "Une notification de confirmation sera envoyée via l'application «Retraite Dz» une fois l'opération réussie", ajoute -t-on de même source. Dans le cadre de "l'amélioration des services administratifs et de la simplification des démarches au profit des retraités", la CNR adopte "une stratégie structurée pour le renouvellement périodique des documents justificatifs, en se basant sur le mois de naissance comme date fixée pour chaque retraité afin d'effectuer cette opération une fois par an", ajoute le communiqué. Concernant les documents à renouveler chaque année, il s'agit, pour la retraite directe, d'une fiche familiale de l'état civil avec mentions marginales, ou d'un certificat de vie pour les retraités célibataires. Pour les bénéficiaires d'une retraite de réversion, les documents à renouveler sont, selon le cas échéant, les suivants: - Pour la veuve: un certificat de non-remariage, une fiche familiale de l'état civil avec mentions marginales, - Pour la fille orpheline majeure: un certificat de non-remariage et une attestation de non-activité professionnelle rémunéré, - Pour les orphelins majeurs: un certificat de scolarité pour les moins de 21 ans, et une copie du contrat d'apprentissage pour les moins de 25 ans, - Pour les ascendants: une fiche familiale de l'état civil avec la mention marginale (en vie), - Pour les enfants présentant une inaptitude au travail: une attestation de non-activité professionnelle rémunérée, une fiche familiale de l'état civil avec mentions marginales", selon la même source.